



# Wallonie- FRANCE

Expression libre, démocratique  
et pluraliste

BELGIQUE -- BELGIË  
P.P.  
4020 LIÈGE 2  
BC 1896

N° d'agrégation P201066  
Bureau de dépôt: 4020 Liège 2  
Bimestriel, sept. / oct. 2006  
N° 68 - 3,00 €

ASBL - © N° dépôt : 0088398 - Exp. : 49 B, av. C. de Gerlache, 4000 Liège

PÉRIODIQUE D'INFORMATION ET DE RÉFLEXION, FONDÉ EN 1994

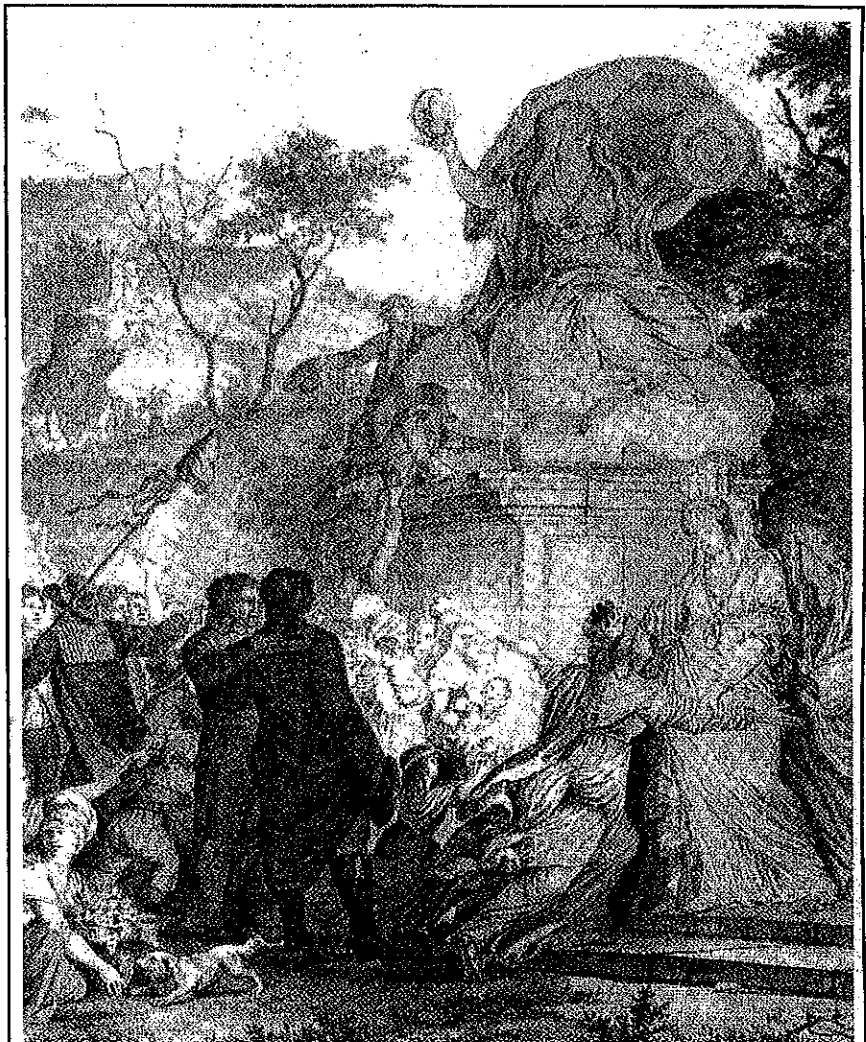
## Sommaire

- Houle et remous / J. Rogissart, pp. 2-3  
À propos du récent accord de  
coopération / C. Chopin, p. 4  
Le réveil ethniciiste en Europe  
/ P. Hillard, pp. 5-6  
María et l'inculture / J. L., p. 6  
Ah, qu'il est doux de dénigrer!  
/ P. Mélot, pp. 7-8  
Petites nouvelles, pp. 9-10  
Ouverture du Musée du Quai Branly  
/ E. Fastrez, p. 11  
Billet sur la Francophonie  
/ P. Bertrand, p. 12-13  
Le français : ses mérites, ses défis  
/ M. De Middeléeer, p. 14-15  
Jeux, p. 16  
Le saviez-vous ? / Oculus, p. 17  
Des goûts et des couleurs  
/ E. Fastrez, p. 18  
Elections provinciales, p. 19  
Nous avons lu / J.L., p. 20  
On nous écrit, p. 21-22  
Échos de France  
/ C. Opassich, pp. 23-24  
Échos de Flandre / J. Goffin, pp. 24-26  
Épinglé dans la presse  
/ J. Liénard, pp. 26-27

---

**La Nouvelle Wallonie Libre**  
Edito + Conjoncture politique  
Coin du Géopoliticien, Petits potins  
/ J. Rogissart pp. 1-7  
Les fêtes nationales  
/ M. De Middeléeer, p. 8

---



Partie centrale de la gravure de Joseph Dreppe :

**"Les Liégeois chassés par les tyrans, adoptés par la France".**

Au retour des Autrichiens le 5 mars 1793, les révolutionnaires liégeois fuient en France. Arrivés à Paris le 10 avril, ils seront reçus en grande pompe quatre jours plus tard par la Commune, mais ils se sépareront vite en deux camps : les modérés et les jacobins. Le seul personnage reconnaissable (vu de profil) est Jean-Nicolas Bassenge (1758-1811). Les Liégeois ne reviendront dans leur patrie qu'en août 1794, avec l'armée du général Jourdan.

Les articles n'engagent que leurs auteurs

# Houle de surface et remous de fond

Jacques Rogissart

Sous le soleil de plomb de juillet, je me disais avec Mme Arena : *nil novi sub sole*. La Belgique se momifie en s'étiolant, rien n'ébranle ses mauvaises habitudes, ni ses piliers participatifs, rien ne la détourne de ses éternels retours à la pérennité de ses vrais et faux problèmes, toujours énoncés, jamais résolus. C'est désolant pour la Wallonie que débilite la fuite du temps, c'est plus grave encore pour Bruxelles que l'étau flamand, chaque fois resserré de menace en fait accompli, menace d'étouffement.

Le cancer de la gestion fripouillarde circule dans le corps wallon. Sans doute effaré lui-même des progrès du mal, M. Di Rupo en est à composer avec ses agents. Et force est de constater lugubrement que ses pairs et rivaux ne feraient pas mieux, enferrés qu'ils sont dans un Système dont les rares changements de décor ne stimulent même plus l'intérêt pour la pièce. Dommage pour le "plan Marshall" dont le fonctionnement repose partiellement sur le ressort d'un sursaut de l'opinion. Dommage, car, si ce n'est pas la panacée, c'est une ébauche de ce qu'il faudrait faire en profondeur.

SI, SI, C'EST UNE PUB À LA TÉLÉ!



Il est encore des belgicains pour croire en l'accomplissement salvateur du pouvoir fédéral. "*Lasciate ogni speranza*", camarades ! Non seulement il ne peut pas grand-chose, à part se conserver lui-même, mais il donne en premier l'exemple de la dérélition : voyez ce que deviennent les services publics qui ressortissent à son domaine et sa mollesse devant les sans-papiers qui bronchent en subversion organisée. Poussée de feux au Proche-Orient, secousse en Corée ? M. Flahaut, une des plus remarquables micro-intelligences du régime, ne trouve rien de mieux que de programmer la réduction d'effectifs de son armée "humanitaire" de 40.000 à 28.000 unités. Heureusement qu'il y avait la force militaire française pour évacuer des Belges coincés au Liban ! Même le dégonflement de la dette publique n'est pas une si bonne nouvelle qu'elle en a l'air. Il s'opère au détriment de besoins sociétaux criants. Nos responsables financiers, si férus de théories américaines, devraient creuser un peu celle

du "*deficit spending*". Il est vrai qu'ils ont dans les reins l'aiguillon de la Commission européenne, infatigable agent d'une libéralisation à la sauce de la Conférence trilatérale qui nous mettra sur la paille si nous ne lui flanquons pas la raclée institutionnelle qu'elle mérite.

Mais, direz-vous, le peuple aura un peu la parole, le 8 octobre : Un peu oui. Mais les baronnies locales sont bien gardées et s'il faut clairement leur imputer un certain débordement des caniveaux de l'extrême droite, nos féodaux francophones ne s'y noieront pas, bien décidés à remettre le couvert sur leurs tables bien garnies après les exercices rituels de la campagne. Sans intérêt, alors, les élections communales ? Je n'irai pas jusque là. Le malheur veut que les questions de fond se traiteront une fois de plus en Flandre.

Je n'ai aucune idée du résultat des scrutins dans le Nord. Je ne sais que ce qui n'est ignoré par personne : il faudra braquer la lorgnette sur celui du *Vlaams Belang* à Anvers et à Bruxelles. À Anvers parce que, s'il force la porte de la municipalité, c'est que le fameux cordon sanitaire, déjà très aminci ces dernières années, aura craqué, avec de lourdes conséquences pour la négociation communautaire de 2007. À Bruxelles parce que si le hasard des urnes présageait (improbablement, j'en conviens) son occupation des sièges réservés aux Flamands dans le gouvernement régional, ce serait un souci lancinant pour celui-ci au cours de la crise à venir.

Le classement des partis traditionnels flamands ne sera pas d'un moindre intérêt. Baignant dans les ondes belgicaines du n°16 de la rue de la Loi, M. Verhofstadt a réussi à maintenir le *VLD* sur une ligne communautaire moins dure que celle du *CD&V*, n'en déplaie à une aile autonomiste remuante et, semble-t-il, grandissante. Belges-avant-tout, pas de faux espoirs ! Être modéré en Flandre, vis-à-vis de la réforme de l'État, ce n'est pas du tout la même chose que l'être en Wallonie, les votes des libéraux au Parlement nordiste sont là pour l'attester. Il reste tout de même que le *CD&V* de M. Leterme a donné incontestablement plus de gages aux indépendantistes notamment en saluant le mérite intellectuel des auteurs du manifeste "*In de Warande*". Serait-il sur leur longueur d'onde s'il devenait chef du gouvernement fédéral ou s'il était en mesure de le cornaquer depuis le siège de son parti ? Mirabeau observait qu'un jacobin ministre n'est pas un ministre jacobin. Enfin, pas nécessairement. M. Leterme manœuvre dans le flou. Après tout, c'est habitude chez la plupart des Flamands : ils sont moins férus que nous de précisions institutionnelles et c'est ainsi qu'ils ont pu >>>

s'approcher près des dernières lignes de défense de la belgeoisie. On ne les a pas vus (ou voulu les voir) arriver au long fil de cette patience obstinée dont les créditaient déjà Jules Destrée.

À mon avis, le moment venu, M. Leterme restera en 2007 dans la mouvance confédéraliste. C'est là qu'il aura le plus de commodités, appuyé sur le consensus de l'écrasante majorité de ses compatriotes. C'est là qu'en accrochant négligemment à sa boutonnière quelques morceaux de la bannière belgo-royaliste, il aura le plus de chances d'arracher par son chantage quelques concessions des francophones sur Bruxelles, objectif suprême du flamingantisme, et donner quelques grands coups de ciseaux à l'unité de la Sécurité sociale. Je ne pense pas qu'il se trouve encore un politicien sensé, au nord et au sud, pour ignorer qu'une fois ce butin engrangé, la Flandre s'abstiendra longtemps de prendre son indépendance à laquelle aspirent toutes ses forces vives. Mais les nôtres sont tellement belgifiés dans leurs structures mentales qu'ils seront tentés d'ajourner l'échéance par quelque nouvelle forfaiture. C'est déjà à qui dénichera des Flamands réputés bons pour composer ses listes municipales. Par un reste de défense, on n'entonne plus guère le Chant des Partisans au FDF....

Vous m'objecterez peut-être que le pire n'est pas sûr. Non, mais raisonnons froidement. Dans la confrontation de 2007, les partis francophones auront beau jouer de l'ergot ou de la lance de saint Michel, il n'entameront ni d'estoc, ni de taille la peau du fauve totémique du plat pays. Avec ou sans *Vlaams Belang*, aucun responsable flamand n'oserait revenir devant ses électeurs avec pour seul fruit de ses travaux la prolongation du *statu quo*. Il y a des possibilités d'échange, mais celles qui sauveraient le peu d'avantages (oublions l'honneur !) que nous tirons du pacte fédéral sont difficiles à concevoir et le seront encore plus à obtenir. Formons, en tout cas, des vœux pour que soit refusé un gain de pouvoir supplémentaire des Flamands à Bruxelles, en échange de quelques crédits d'utilité conjoncturelle. Si nous comprenons bien leur ramage, nos présidents des partis traditionnels ont juré en chœur qu'ils ne s'abaisseront pas à cette turpitude. Le seul ennui est qu'ils se sont souvent parjurés dans le passé, au funeste motif que "ce pays doit être gouverné".

Pourquoi doit-il l'être en effet ? Pourquoi ne pas remplacer un pays sans consistance de solidarité par une vraie patrie ? Cette question, le Mouvement wallon la pose depuis la Résistance. Les gens du Système y ont fait la sourde oreille, puis, quand la Flandre (elle seule, hélas!) n'a plus permis de l'ignorer, ils y ont répondu comme à une incongruité. Or, aujourd'hui, ce n'est plus seulement une sommation de l'intelligence, c'est une obligation d'analyse. Con-

traints, forcés, ils s'y mettent... Mais avec quelle confusion encore ! Les auditeurs de l'excellente émission *Arguments* de la radio de la RTBF ont pu entendre récemment la pitoyable apologie du fédéralisme élucubrée par le professeur Robert Deschamps, un des pseudo-savants priés par le prince qui gouverne la pauvre Wallonie d'élaborer un scénario d'avenir. Tandis que l'animateur Jean Rosoux démantelait un par un ses retranchements, il se barricada dans le sophisme que le fédéralisme serait bon pour nous parce qu'il nous rapporte les bénéfices de la coopération avec la Flandre. Ainsi, prétendait-il démontrer ce qui restait à l'être ! Le digne homme n'imaginait pas que si des Flamands investissent chez nous ou travaillent avec nous, ce n'est pas parce que nous sommes belges, mais tout simplement parce que c'est bon pour leurs affaires. Encore moins se représente-t-il, mais c'était visiblement trop au-delà des limites de son intellect, qu'une coopération autrement fructueuse pourrait s'articuler avec les régions françaises, au sein d'une République où la solidarité nationale est bien autre chose qu'un symptôme de psittacisme.

Cette République, trop de nos compatriotes tiennent pour vrai, sur la foi des officines belgicaines, qu'elle martyrise les Corses et les Bretons et quelle nous ôterait nos spécificités de terroir comme elle en a dépouillé, à en croire les croque-mitaines en hardes noires, jaunes et rouges, les régions de l'Hexagone. M. Gendebien, interviewé à l'émission *Question des auditeurs*, le 14 juillet (date propitiatoire !) a magistralement mouché une radoteuse qui s'apitoyait sur l'île de Beauté et la Bretagne : savait-elle que le PIB par habitant y est supérieur au nôtre (1) ?

"La vérité ne triomphe jamais", disait philosophiquement Einstein, "mais ses adversaires finissent par mourir". Ne souhaitons pas la mort des Wallons abusés, mais voyons avec joie leurs rangs s'éclaircir, tant la lumière des faits devient impitoyable envers leur erreur. ■

(1) Pour une moyenne européenne de 100, la Wallonie en est à 85, la Corse à 86 et la Bretagne à 95. La Martinique fait aussi bien que le Hainaut. Et dire que notre industrie était une des plus puissantes du monde il y a cinquante ans encore !

**Erratum** : Une phrase incompréhensible s'est glissée dans mon article *Myopie chronique*, paru dans le n° de juillet-août, page 7, au bas de la colonne de gauche. La voici restituée dans sa version correcte ; "Ce qui est clair, c'est que manque l'argent (merci l'Europe et ses obsessions de concurrence et d'austérité) pour la prévention, la magistrature, la police et les prisons".

## À propos du récent accord de coopération conclu entre la République française et la Région wallonne

M. Cédric Chopin (Lille) a bien voulu faire le point sur le sujet :

«Le dernier n° de Wallonie-France a publié l'accord signé le 10 mai 2004 relatif à la coopération entre la République française et la Région wallonne, en posant la question de l'application effective de ce texte.

Il semble, hélas, que le processus de ratification ne soit pas aujourd'hui commencé, au moins du côté français. L'accord ne figure pas sur la base de données du ministère des Affaires étrangères. Il n'apparaît pas non plus dans les sites de l'Assemblée nationale et du Sénat ; il n'est donc pas inscrit à l'ordre du jour.

Je pense pour ma part que le projet n'est pas entré : en France, la ratification des traités est souvent bien longue (loi votée par les deux assemblées, puis décret au journal officiel, chaque étape pouvant prendre plusieurs mois).

Cela souligne néanmoins que ce dossier n'est pas considéré, à ce jour, comme prioritaire ou urgent ; il est possible également que les nouvelles autorités wallonnes soient moins demandeuses que ne l'était Jean-Claude Van Cauwenberghe...

\* \* \*

Deux accords bilatéraux conclus entre le gouvernement français et les entités fédérées francophones de Belgique sont entrés en vigueur :

— L'accord entre le gouvernement de la République française, d'une part, et le gouvernement du Royaume de Belgique, le gouvernement de la Communauté française, le gouvernement de la Région wallonne et le gouvernement flamand, d'autre part, sur la coopération frontalière entre les collectivités territoriales et les organismes publics locaux (1).

— L'accord de coopération linguistique, culturelle, éducative et scientifique entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la Communauté française de Belgique (2).

Le premier est sans doute celui produisant le plus d'effets sur le terrain, par exemple en métropole lilloise. Pierre Mauroy, président de la communauté urbaine de Lille, et rapporteur du projet au Sénat, a fait depuis plusieurs années de la coopération transfrontalière une priorité. Des organismes, représentant des dossiers déjà engagés mais limités par l'absence de cadre juridique, sont mis ou vont se mettre

en place, souvent dans des domaines techniques (réseaux divers, assainissement, etc.).

Par contre, il faut reconnaître que le second est très insuffisant (sauf dans le domaine de l'audiovisuel, où les coproductions RTBF-France Télévision sont assez nombreuses).

Il n'a pas empêché l'adoption du décret communautaire plafonnant à 30% la part des étudiants étrangers non-résidents, mais visant exclusivement les Français.

Je m'étonne que ce sujet ne soit pas, à ma connaissance, repris plus énergiquement par le mouvement wallon, car il s'agit d'une situation absurde engendrée par la mauvaise volonté des différentes parties, **et surtout d'admettre que la France n'est pas pour la Wallonie un pays "étranger" comme les autres, et réciproquement.**

Seul un traité bilatéral complémentaire sera susceptible de résoudre ce véritable problème. Il devra établir les règles réciproques de financement, et pourrait être basé sur les principes suivants :

— généralisation et "automatisation" des équivalences à tous les niveaux de formation, et notamment pour les diplômes d'enseignement supérieur, dans le cadre du système européen licence-mastère-doctorat.

— Pour ce faire, création de passerelles lorsque les systèmes sont trop dissemblables (ex. : qui permettraient aux jeunes Belges francophones de préparer les concours des grandes écoles françaises).

Voilà qui serait une revendication légitime de la part des étudiants et des établissements d'enseignement !

Je regrette de n'avoir pu vous apporter des éléments plus positifs ;

Gardons-nous cependant d'être tentés par le pessimisme, et retenons le point suivant : quel que soit le sujet, quel que soit l'événement, à chaque fois apparaît la nécessité de dénoncer l'illusion de l'unité belge et de tisser des liens de plus en plus étroits avec la France. » ■

(1) Signé par la France le 16.09.2002, et entré en vigueur le 01.07.2005 (Voir Journal officiel de la RF).

(2) Signé par la France le 22.03.1999 ; entré en vigueur le 01.02.2000. (*ibidem*)

## OPINION

# Le réveil ethniciste en Europe

Pierre Hillard (\*)

La reconnaissance de l'indépendance du Monténégro après référendum, le 21 mai 2006, par la communauté internationale a été un tournant en Europe depuis la chute du mur de Berlin. En effet, c'est en fonction des critères élaborés par les dirigeants de l'Union européenne (l'UE) qu'une entité territoriale a pu se détacher légalement de la maison mère pour accéder au rang d'État à part entière. En fait, nous ne sommes qu'au début d'un processus visant à lézarder le vieux continent en fonction de critères ethno-régionalistes. Il est vrai que la construction européenne encourage fortement la mise à l'honneur de principes faisant appel aux critères de la langue, de la culture, etc. L'Europe est de plus en plus imprégnée de ces référents qui trouvent leurs origines dans les concepts allemands du *Kulturation*.

Deux documents clefs bruxellois comme la charte des langues régionales ou minoritaires et la convention-cadre pour la protection des minorités, textes officiellement européens, sont à l'origine de conception allemande. Le rapporteur Herbert Kohn, initiateur de la résolution 192 (1988) lançant cette charte, et Rolf Gossmann, principal instigateur de cette convention-cadre, ont su insuffler ces documents qui constituent l'horizon indépassable de tous les groupes ethniques soucieux de conserver leurs caractéristiques propres. En fait, la classe politique allemande appuyée par des *think tanks* comme la Fondation Bertelsmann ou de nombreux instituts comme l'Union fédéraliste des communautés ethniques européennes (*Föderalistische Union Europäischer Volksgruppen, FUEV*) ou l'*European Center for Minorities Issues (l'ECMI)* joue un rôle de premier rang dans l'encouragement donné aux groupes ethniques à faire sécession.

Cet encouragement trouve ses origines dès la première moitié du XIXe siècle où, déjà, les élites politiques et universitaires allemandes utilisaient cette maxime ethniciste : «*Il faut dégager le substrat ethnique de sa gangue étatique avant de procéder à de nouvelles combinaisons*». Cette vocation a perduré sous tous les régimes politiques allemands depuis 1848. Elle n'a pas cessé avec la République fédé-

rale allemande. Cet engagement est complet, puisqu'un haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur allemand (*Bundesministerium des Innern*) sert d'agent de liaison entre son gouvernement, peu importe l'étiquette politique, et la *FUEV*. En 2006, son actuel intermédiaire s'appelle Christophe Bergner. La *FUEV*, dont le rôle a été essentiel dans la diffusion des textes ethnicistes en liaison avec Herbert Kohn et Rolf Gossmann, soutient une centaine de mouvements indépendantistes (1).

En raison de ce soutien, les revendications fleurissent plus facilement dans toute l'Europe. Le phénomène est accentué en raison de la reconnaissance du régionalisme qui permet à l'autorité politique de traiter directement avec les représentants européens sans passer par la voie nationale. Là aussi, l'émergence du fait régional trouve son origine dans la recommandation 34 (1997) du CPLRE (Congrès des Pouvoirs Locaux et Régionaux d'Europe) dont le rapporteur, Peter Rabe, est député socialiste au Land de Basse-Saxe. La mise à l'honneur du fait régional permet à des groupes ethniques de revendiquer plus fortement encore leur indépendance. En effet, disposant d'un cadre assurant la reconnaissance complète de leurs caractéristiques politiques et culturelles, ces populations peuvent même espérer transformer leur autonomie régionale en indépendance complète.

Ce mouvement de fond commence à prendre forme. Après l'indépendance du Monténégro, un véritable appel d'air s'est fait jour. Les indépendantistes du Pays basque espagnol et la Catalogne ravis du résultat monténégrin se sont fait forts d'aboutir au même résultat. Cette affirmation a fait dire au patron de la politique étrangère et de sécurité commune de l'Union européenne, Javier Solana, que cela était du «*delirium tremens*». En tout cas, la mécanique sécessionniste n'est pas prête à s'arrêter avec la volonté d'indépendance hautement affichée du Kosovo. L'effet «Monténégro» aiguise les appétits. Comme le reconnaît Tim Judah, spécialiste des Balkans au *Center for European Reform* de Londres : «*Le Monténégro était l'une des six républiques de* >>>

*l'ex-Yougoslavie, et personne n'a jamais contesté son droit à l'indépendance. Mais le Kosovo n'est pas une république et son indépendance aurait une connotation politique très différente».*

Appelé à devenir indépendant, le Kosovo risque d'entraîner toute une série de revendications sans fin. Les Serbes de Bosnie, s'appuyant sur le modèle kosovar, estiment que c'est un modèle à suivre. Les indépendantistes du Sud-Tyrol, province germanophone d'Italie, font tout pour favoriser l'organisation d'un référendum dans l'espoir d'être rattachés à l'Autriche. Konstantin Kosatchev, haut responsable du Parlement russe, craint avec raison une véritable traînée de poudre sécessionniste dans les Balkans comme dans le Caucase. Il est vrai que de nombreuses républiques séparatistes comme l'Abkhazie,

l'Ossétie du Sud ou la Transdniestrie souhaitent affirmer leur indépendance. C'est particulièrement le cas de la Transdniestrie qui a décidé d'organiser un référendum le 17 septembre 2006 afin de réussir son "libre attachement" à la Russie. Le phénomène n'est donc pas prêt de s'arrêter. Il peut même s'étendre à toute l'Europe occidentale. En tout cas, les risques de troubles et de crises politiques sont appelés à se développer sur tout le vieux continent. ■

(\*) Auteur de *La décomposition des nations européennes*, éd. François-Xavier de Guibert.

(1) Voir Pierre Hillard, *Minorités et régionalisme* aux éd. François-Xavier de Guibert, 2004. L'annexe 34 présente l'intégralité des mouvements indépendantistes avec les noms et les adresses de leurs dirigeants. On y trouve aussi les coordonnées du haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur allemand, Rolf Gossmann.

## Maria et l'inculture



On n'arrête pas le progrès. Sur-tout pas le progrès culturel ! La preuve : Madame Maria Arena (PS) entend supprimer les cours d'arts plastiques et de musique dans les deux premières années de l'enseignement secondaire. Rentabilité oblige, pleurniche la Ministre, ne faut-il pas renforcer l'apprentissage du français et des mathématiques !

Par ailleurs, proteste la dame, il ne s'agit pas de supprimer, mais de ramener l'initiation aux matières artistiques de 2 à 1 période heb-

domadaire, soit 50 minutes pour les deux disciplines.

Conséquence pratique : pour boucler son horaire (22 périodes de 50 minutes), le professeur devra donner cours à **44 classes** réparties sur 3, 4, 5, écoles ou plus encore. Que de déplacements en perspective ! Voilà la "flexibilité" subrepticement introduite dans l'école publique. Ajoutons encore qu'en comptant une bonne vingtaine d'élèves par classe, le même professeur "enseignera" — quoi et comment ? — à... environ **900 élèves** éblouis, n'en doutons pas, par les performances de l'athlète pédagogique évoluant sur l'estrade.

On a compris : c'est se moquer des enseignants, mais plus encore des élèves qui, dans leur grande majorité, risquent fort de ne plus être sensibilisés aux arts. Vive émotion, bien sûr, dans les milieux touchés par cette mesure, et pas seulement en Communauté française, puisque Jack Lang

(PS), ancien ministre de la Culture de la République, s'est fendu d'une belle lettre qui relaie les protestations venant de Wallonie et de Bruxelles.

Certes, Mme Arena a des excuses : comme chacun sait, l'Italie, pays de ses ancêtres, n'a jamais brillé dans les arts... Que pèsent, en effet, les Giotto, les Botticelli, les Verrochio, les Michel-Ange, les Léonard de Vinci, les Le Titien, les Véronèse, les Chirico et autres barbouilleurs, tel Le Caravage... ? Que valent, dans l'histoire de la musique les Palestrina, les Corelli, les Scarlatti, les Vivaldi, les Verdi, les Rossini, et, de nos jours, les Morricone... ? Rien, ou si peu.

En tout cas, bonne chance, collègues chargés de l'éducation artistique ! Et sachez que, lorsque vous reviendrez au boulot entre deux congés pour dépression nerveuse, Madame la Ministre vous demandera l'enthousiasme. En prime. ■

J.L.

Le 14 juillet (jour prédestiné ?), notre collaborateur Pierre Mélot a écrit au journal *LE SOIR* pour lui faire part de l'indignation éprouvée à la lecture d'un article paru dans l'édition des 10/11 juin 2006 — avec les honneurs de la "une", s.v. p. ! — et signé Dirk Vanoverbeke. Le titre sonnait comme une provocation : "*Les Wallons sont cancrés en langues*".

P. Mélot reprochait notamment au journaliste de "*ne pas mesurer le sens, les nuances ou la portée des termes employés. À moins que, ajoutait-il, — ce qui serait tout aussi inquiétant — ses intentions ne soient plus malignes*".

P. Mélot laissait à la rédactrice en chef, Mme Béatrice Delvaux, le choix de la rubrique pour accueillir son point de vue (droit de réponse, carte blanche, forum, courrier... ). Précaution bien nécessaire, il demandait encore que son texte ne soit ni tronqué ni modifié.

Peine perdue, il semble bien que "le silence prudent" ait été respecté par le grand-journal-neutre-de-la-capitale. Seuls les naïfs s'en étonneront ! Voici donc le texte "censuré" :

## Ah, qu'il est doux de dénigrer!

À chacun sa jouissance: esthétique, intellectuelle, sexuelle. Pour M. Dirk Vanoverbeke — il importe de mentionner ici le nom de ce journaliste du *SOIR*, de Bruxelles —, il en est une quatrième dont on parle moins en société car elle a mauvaise presse, mais à laquelle, visiblement, il s'adonne avec délectation : celle de dénigrer.

Dénigrer (du latin *denigrare*) signifie, on le sait: "noircir" quelqu'un, quelque chose en l'attaquant afin de le faire mépriser. Et faire mépriser, c'est manifestement ce à quoi s'emploie cette plume fielleuse sous le couvert neutre et crédible d'un compte rendu d'étude universitaire. Jugez-en vous-mêmes en prenant connaissance des phrases indignes lancées en pâture aux lecteurs du journal *LE SOIR* des 10 et 11 juin dernier. Et passez-les au crible de votre bon sens "d'honnête homme" qui demande avant tout à être informé par son journal quotidien et non abreuvé d'opinions subjectives, qu'elles soient dithyrambiques ou dépréciatives. Entamons l'examen attentif des termes employés dans cet article à visée prétendument informative. Le titre déjà, qui barre la une en manchette surdimensionnée, en dit long sur la causticité de l'auteur: "*Les Wallons sont cancrés en langues*". Le sous-titre, sans perdre de temps, enfonce le clou en inscrivant dans la durée la nullité qui vient d'être dénoncée: "*Le sud du pays reste déçûment réfractaire au multilinguisme*".

Avalons notre salive et disséquons maintenant le corps de l'article qui, dans un souci de pénétration maxi-

mum, s'est vu attribuer la première place de la première page: "*Une nouvelle étude catastrophique. Et tellement révélatrice d'un état d'esprit singulier: 57 % des Wallons ne parlent que le français, seulement 17 % d'entre eux sont bilingues (français - néerlandais) et 7 % trilingues (français - néerlandais - anglais).*"

À ce stade, on a déjà vu débouler une belle brochette de qualifications peu valorisantes. Mais le tirailleur n'est pas à court de munitions. Pas de sentiment, il faut achever la bête: "*Confronté aux connaissances linguistiques en Flandre et à Bruxelles, c'est lamentable.*" Nous voici arrivés au cœur de la pensée qui flotte dans l'air ambiant bruxellois : les Wallons sont des espèces de sous-hommes linguistiques par comparaison avec les êtres supérieurs par le verbe qui peuplent la Flandre et Bruxelles. Ce sont également de piètres Européens et même de fort médiocres Terriens sur le plan de la communication puisque l'étude (réalisée à l'ULB et aux États-Unis) précise que "*les moins de 40 ans wallons sont aussi réfractaires aux langues "étrangères"*".

Bigre! Va-t-on pouvoir tirer quelque chose de ce ramassis d'incultes? Les hisser au niveau exemplaire de connaissances linguistiques dont se targuent les deux autres Régions du pays? La suite de ces outrances ne laisse pas grand espoir: "*Pourquoi cet unilinguisme désespérant? Un peu parce que le français est largement plus répandu dans le monde que le néerlandais. Beaucoup parce qu'il subsiste*

*une réelle paresse linguistique wallonne: au sud du pays, la connaissance de l'anglais est aussi désastreuse que celle du flamand (sic).*" Objectivement, il serait plus juste d'inverser les adverbes "*un peu*" et "*beaucoup*" dans la citation précédente si l'on veut quantifier le degré de manque d'intérêt des Wallons pour les langues étrangères. N'est-il pas évident, en effet, que leur "*paresse*" découle essentiellement de la grande diffusion du français dans le monde?

Le reste de ce bavardage médisant est du même tonneau. En vrac: "*Le syndrome H (visant l'unilinguisme des frères Happart) est loin d'être un cas isolé; il est même largement majoritaire. L'étude coiffe la Wallonie du bonnet d'âne et sonne le tocsin. Le futur wallon ne s'annonce pas plus polyglotte. La faiblesse linguistique des Wallons est peu justifiée.*" Voilà pour le ton.

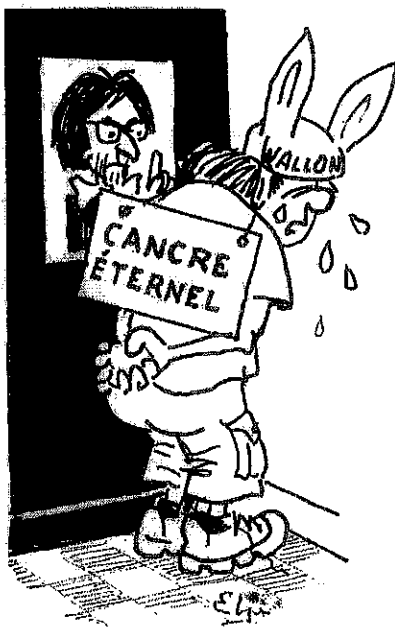
Sur le fond, aux dires du journaliste, l'étude a parlé et bien parlé : le Wallon est un être réfractaire aux langues étrangères, et puisqu'en plus il est paresseux, il n'y a pas grand-chose à faire. Envisageant l'avenir, les enquêteurs ne cachent même pas leur scepticisme sur les résultats du volet langues du plan Marshall : les 60 millions d'euros qu'il se propose d'injecter dans l'apprentissage des langues en Wallonie ne combleront pas le retard.

Que répondre aux conclusions tirées par cette étude confondante de myopie et relayée par une presse vivant du scandale ou, tout au moins, de la >>>

sensation, même quand elle s'efforce de présenter un visage BCBG ? Pour ce faire, donnons la parole à la revue *DIAGNOSTIC* éditée par le GERFA (Groupe d'étude et de réforme de la fonction administrative) qui observe avec justesse dans son numéro 239 de juin 2006 : « Il serait plus crédible de comparer les connaissances linguistiques des Wallons avec celles des Français, des Madrilènes ou des Texans, trois régions dont les habitants utilisent une langue internationale et qui n'ont guère besoin de connaître une autre langue. Il ne faut pas faire une enquête très sérieuse pour s'apercevoir que les Anglais, les Français, les Allemands ou les Américains ne pratiquent guère les langues étrangères puisque dans leur vie quotidienne, ils n'en ont pas besoin. C'est la même chose pour les Wallons qui vivent dans un environnement culturel français et dont la plupart n'ont guère besoin d'utiliser une langue étrangère. » Et de poursuivre avec la même rigueur d'observation : « En Flandre, par contre, la situation est tout autre puisque le néerlandais n'est pas une langue internationale et que les locuteurs néerlandophones sont constamment interpellés sur la connaissance des autres langues, d'autant que leurs médias diffusent des films dans leur version originale française ou anglaise. Les situations sont donc loin d'être comparables : la Flandre est une région traditionnelle de bilinguisme. »

« Cela étant dit, remarque *DIAGNOSTIC*, au-delà de ces faits, il n'est pas sérieux non plus de se fonder sur la seule déclaration des gens pour évaluer leurs connaissances linguistiques. Le locuteur flamand considère en effet très vite qu'il connaît le français dès qu'il peut se faire comprendre. Or ce soi-disant bilinguisme est souvent extrêmement pauvre : il suffit, pour s'en rendre compte, de fréquenter les guichets de la Poste ou des communes bruxelloises pour constater que le bilinguisme flamand n'est guère convaincant. Par contre, le Francophone sera souvent plus circonspect sur sa connaissance des autres langues, alors qu'elles sont souvent au moins équivalentes à celles

des Flamands. Enfin, l'étude constate cependant que 59 % des Flamands estiment connaître le français, ce qui réduit encore la motivation pour les Wallons à apprendre le néerlandais. »



On ne peut mieux dire, sinon un mot encore. Qu'espère cet acerbe journaliste de la capitale en attaquant aussi rudement la Wallonie dont Bruxelles, par ailleurs, attend le ferme soutien face à l'ogre flamand ? Ou, comme le conseille cette niaise étude de manière assez présomptueuse, la faire changer de... mentalité ? Est-il conscient, ce collaborateur du *SOIR* de Bruxelles, que le Wallon appartient en cœur et en esprit au vaste et riche espace francophone et qu'il ne changera pas d'orientation ? Pour le comprendre, mieux vaut interroger l'Histoire que se fier à une "étude" bruxello-américaine.

Enfin, nous ne saurions trop conseiller à ce peintre de la noirceur de frotter sept fois son pinceau sur sa palette avant de... barbouiller sa toile. Il y a mieux à faire s'il veut porter haut les couleurs de son journal.

D'une manière constructive, nous lui signalons qu'en français correct :

\* on dira "des cancrs" et non "cancres" tout court puisque cette appréciation est un nom commun réclamant l'article indéfini, et non un adjectif ;

\* on écrira "le Sud du pays" avec un S majuscule puisqu'il s'agit, en l'occurrence, de la désignation d'une région et non du point cardinal ;

\* on enjoindra "aux responsables politiques" et non "les responsables politiques" puisque le verbe transitif indirect "enjoindre" (qui signifie "donner une injonction") appelle un complément nominal introduit par la préposition "à". g

Pierre Mélot

## Une réponse indirecte ?

Si *Le Soir* n'a pas daigné publier la lettre de P. Mélot, il a, en revanche, donné le 2 août le fruit des réflexions de deux assistants du Centre de recherche en économie des facultés Saint-Louis. J. Van Parys et S. Wauters ont d'abord comparé le nombre des Flamands connaissant le français (73%) à celui des francophones connaissant le néerlandais (31%). Vis-à-vis de l'anglais, la même différence s'accuse : 72% contre 40%. C'est la nécessité qui pousse évidemment les Flamands à étudier des langues de grande diffusion : l'anglais et le français, langue parlée par 23% des Européens.

35 et 40% des Français et des Belges francophones disent connaître l'anglais, mais les Wallons en « percevaient l'apprentissage comme un mal nécessaire ». Ce qui n'est pas tout à fait faux.

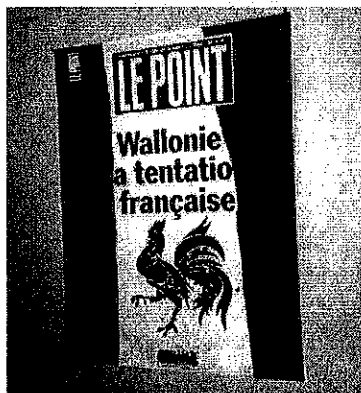
## «Ik bezoek London»...

a bien dû dire l'ami Claudio qui s'est rendu à Londres voir l'exposition "Modigliani".

L'agence *Transeurope-The Art of Travel* (dont le siège est à Bruges) a eu la délicate attention d'envoyer à son client liégeois un plan de Londres avec, au verso, la liste commentée des principales curiosités de la ville.

Le tout en néerlandais, sauf deux mots : Madame Tussaud.  
Oef ! (en français : Ouf !)



**Priorité aux militants :**

Affiche 60 x 80 (du 15.02.97), en couleur : coq rouge sur drapeau français.

6,75€ port compris - envoi sous enveloppe A3, affiche pliée en quatre. Quantité limitée (vendue plus chère à partir du 22 septembre 2006 dans *Hebdo J'annonce*)

S'adresser à René Somville  
rue du Monument, 24,  
4130 Esneux  
Tél : 04 227 61 02  
GSM : 0472 60 45  
Compte 083-4249976-21

**Affaire Daerden and Son**

Le 4 juillet au Parlement wallon, M. André Kileur, président de l'Institut des réviseurs d'entreprises (IRE), a reconnu que "l'indépendance d'apparence" (sic) de ses membres n'avait pas, jusqu'à présent, préoccupé le législateur belge au contraire de ce qui se passe aux États-Unis, en Grande-Bretagne et en France. En attendant Godot (pardon, une loi), H. Danze et M. Vanesse (*Le Soir*, 05.07.06) rappelaient que : *«Ce cabinet révisoral règne sans partage sur les intercommunales liégeoises tout en disposant d'une kyrielle de mandats sur d'autres entreprises publiques et parapubliques (logement social, transports, eau, énergie, holdings publics, La Poste, RTBF...). Et la question de l'étanchéité entre les activités privées et publiques du tandem Daerden reste plus que jamais d'actualité...»*



Le lendemain, toujours au Parlement wallon, M. Di Rupo, qui répondait à trois interpellateurs, a posé un "geste fort" (un de plus) en absolvant le père, Michel qui s'était « mis en congé en 2001 » et le fils, Frédéric pour lequel, a dit l'Empereur, il n'y avait aucune incompatibilité entre son mandat de réviseur et ses mandats politiques. Alléluia ! La morale est sauve.

**Babel(ge)** a titré *Libé* (17.08.06)

«Quitter Bruxelles par la route pour rejoindre Paris est une expérience éprouvante pour le voyageur étranger»; ironise Jean Quatremer. Son article est consacré à la formation de la frontière linguistique et à ses conséquences pratiques, dont une est bien connue des habitants du petit royaume : on quitte Bruxelles pour aller à Mons et, brusquement, on ne trouve plus que... *Bergen* !

Subtilité bien belge, constate le correspondant de *Libé*, «car la Belgique n'est pas un pays bilingue, mais deux fois unilingue, ce qui n'est pas la même chose». Et le journaliste d'expliquer à ses compatriotes français le combat pour "la purification linguistique" mené par la Flandre depuis le XIXe siècle.

Conséquence : de linguistique, la question est devenue communautaire et a débouché sur la création de trois entités fédérées. Elles «s'emparent petit à petit des compétences de l'État central qui n'est plus aujourd'hui qu'un ectoplasme gérant les dettes du pays. La presse, la justice, le barreau, les partis

politiques, les syndicats, les organisations professionnelles ont scissionné les uns après les autres. S'il n'y avait pas Bruxelles et les "communes à facilités", problèmes difficilement solubles, la Flandre pourrait claquer la porte de Belgique dès demain. "Le XXe siècle, pour la Belgique, c'est l'histoire d'un délitement qui s'accélère, conclut Marie-Thérèse Bitsch», auteure d'une *Histoire de Belgique*.

Suit la déjà fameuse interview d'Yves Leterme qui, au passage, reconnaît «envisager l'indépendance de la Flandre, mais pas à court terme».

Épinglons encore sa réponse à propos de Bruxelles : «Bien que non néerlandophone entre 80 et 90%, Bruxelles est à la fois un problème et une opportunité. Ville à vocation internationale, elle devrait voir son statut évoluer dans ce sens».

Le ministre-président flamand ne rejette même pas l'idée d'un Bruxelles "district fédéral", tel Washington D.C., «c'est une possible solution à l'imbroglia actuel».

Voir page suivante :  
«Pas en état intellectuel»

### «Pas en état intellectuel...»

Le 17 août, on a su qu'il s'agissait des francophones de la périphérie incapables, selon le ministre-président flamand Yves Leterme, d'apprendre la *moedertaal* à l'instar des «*leaders politiques franco-phones et même du Roi de ce pays*» (cf. sa récente interview donnée à *Libé*). Autant dire que ces francophones campés sur la frontière sont de fleffés crétins ! Merci pour eux.

Le cher homme, qui n'est pas séparatiste, a encore fait savoir que : 1° toucher à la frontière linguistique reviendrait à porter la gué-guerre au niveau fédéral ; 2° son parti, le CD&V, refuserait de participer au prochain gouvernement fédéral si la Flandre n'obtenait pas au préalable de nouvelles compétences substantielles. Sinon, «*ce pays n'a pas d'avenir*».

Ça, on le savait déjà, d'autant mieux «*qu'une Flandre indépendante changerait peu de chose à la réalité politique*».

Choqué, Elio Di Rupo a balbutié que les propos de son collègue nordiste étaient «*insultants*» (ndlr : plus exactement lourds de mépris), mais qu'il y avait peut-être une erreur de traduction (*sic*) ou pire, un mauvais emploi de la langue française (ndlr : ce qui est fort douteux de la part du Premier flamand).

À propos de la frontière linguistique, a-t-il riposté, la Flandre devra accepter de rectifier son tracé, si elle ne veut pas maintenir les facilités consenties aux francophones. Et pour ce qui concerne le gouvernement fédéral, ou bien on respectera la parité linguistique des ministres, ou bien on pratiquera l'alternance des Premiers ministres.

Ainsi, l'homme au nœud pap' menace Leterme, c'est-à-dire la Flandre entière.

Ainsi, contraint et forcé, creuse-t-il un peu plus le fossé communautaire !

### «Le clown wallon aux yeux charbon»

C'est qui ? C'est François Pirette dont Liliane Sichler a tracé un portrait «*hypersympa*» dans *Marianne* (05-11.08.06). «*Vingt ans que Pirette, avec sa bouille gouailleuse à la Spirou, fait rire la Belgique...*». La Belgique entière ? Pas sûr, puisque la journaliste précise plus loin que «*Pirette est exclusivement le clown des Wallons. Les Flamands, depuis le début de leur revanche high-tech sur leurs frères ennemis wallons, ne regardent pas les émissions des télévisions francophones. Pour eux, Pirette est "niemand", c'est-à-dire "personne". (...) Les Belges (ndlr : lesquels ? Comprenons les francophones) qui adorent leurs souverains "pas fiers", se bidonnent sans remords quand Pirette leur joue son sketch du prince en quête d'emploi (...) "Ce serait pour un emploi de prince" » où l'on reconnaît qui vous savez !*



«*Personne n'avait encore osé, car la royauté n'est pas une blague belge*». Peut être, mais ce qui est sûr, c'est que la blague devient de plus en plus flamande.

«*Pirette fait de plus en plus parler de lui en France*» où il a d'ailleurs collaboré pendant 2 ans à l'émission de Laurent Ruquier.

Merci, Liliane et *Marianne*.

Un petit conseil tout de même : il ne faut pas surmonter la photo de Pirette d'un drapeau belge, mais plus justement du drapeau wallon, jaune au coq rouge.

### Une ambassade à Liège ?

Au centre ville, une petite place a été récemment aménagée entre la galerie commerciale Saint-Lambert et l'église Saint-Denis. Côté droit, un immeuble bourgeois datant du XVIII<sup>e</sup> siècle borde la nouvelle place Saint-Étienne et, à gauche de la porte cochère, on aperçoit une plaque de marbre noir portant en lettres d'or ces trois mots :

**AMBASSADE  
VAN  
VLAANDEREN**

Très heureux et très fier de voir ainsi la bonne ville de Liège replacée au rang de capitale, rang perdu en 1794 à la disparition de la Principauté, *Wallonie-France* présente ses respects à Son Excellence l'Ambassadeur de Flandre.

Clin d'œil historique mis à part, on s'étonnera quand même de la présence d'une «*ambassade de Flandre*» à Liège. L'ambassade est, on le sait, la «*représentation permanente d'un État souverain auprès d'un État étranger*». Faut-il dès lors comprendre que la Flandre se considère déjà comme un État et que, pour elle, la Wallonie est un pays étranger ? Si c'est le cas, on ne peut que se réjouir de ce formidable pas en avant. Au départ de la Flandre correspondraient enfin l'émancipation de la Wallonie de cette pesante Belgique et le retour à la patrie française.



Voir encore p. 22

## Ouverture du Musée du Quai Branly

Sculpture de Chupicuaro  
Mexique,  
VII - II siècle avant J.C.  
Terre cuite

Voulu par Jacques Chirac, le musée du Quai Branly a ouvert ses portes à Paris. Il est consacré aux arts d'Afrique, d'Océanie et des Amériques. Son ambition est de susciter de nouvelles émotions, de stimuler la curiosité du public, et de faire reconnaître le génie des civilisations non européennes. Sa vocation est double : conserver et présenter des collections ; contribuer à la recherche et à l'enseignement. Vaste espace sans cloison, le plateau des collections présente près de 3.500 œuvres réparties sur quatre zones, une pour chaque continent. La politique du musée étant de donner les clés pour comprendre tout en laissant libre cours à l'émotion.

**L'Afrique** : en provenance du Maghreb, d'Afrique subsaharienne et de Madagascar, le musée abrite, avec près de 70.000 objets pour la première fois réunis en un seul lieu, l'un des plus importants fonds d'art africain du monde. Il permet ainsi une relation féconde entre les styles, les cultures et les histoires.

**L'Asie** : avec ses précieux témoignages de la fin du XIXe siècle et surtout du XXe siècle, la collection d'Asie apporte un regard ethnographique contemporain qui prolonge celui du musée Guimet et du Louvre. Elle couvre une zone immense qui s'étend de la Sibérie à l'Asie centrale et du Moyen-Orient au Japon, en passant par l'Inde et la Chine.

**L'Océanie** : Les visiteurs découvrent au musée des objets de la Mélanésie, Polynésie, Australie et Insulinde. Ils sont issus des collections historiques menées par les voyageurs du XIXe siècle, des missions ethnographiques et d'une politique d'acquisitions visant à enrichir les collections d'œuvres majeures telle "La chambre des Écorces" qui présente une cinquantaine de peintures sur écorce d'eucalyptus collectées en terre d'Arnheim.



**Les Amériques** : Plus de 900 objets sont exposés dans 65 vitrines. Le parcours d'Amérique propose trois séquences. D'abord l'Amérique du XVIIe siècle à nos jours, ensuite la "Transversale des Transformations" : singularité de l'objet amérindien (la forme de l'objet n'est pas uniquement conditionnée par sa destination, mais traduit toujours une idée parallèle) ; enfin, l'Amérique avant les conquêtes.

La vie du musée du Quai Branly est rythmée par de multiples expositions temporaires. La programmation des arts vivants au théâtre Claude Lévi-Stauss permettra, au travers d'une vingtaine de manifestations prévues par an, de montrer la vitalité et l'actualité des arts et des civilisations d'Asie, d'Afrique, d'Océanie et des Amériques. Havre pour des milliers d'objets et de documents racontant la vie et les cultures du monde, le musée veut bien sûr rendre hommage aux pays d'origine des collections, pour rendre intelligibles et saisissables aux Européens, des pans entiers de l'histoire des arts de l'humanité.

Le musée est ouvert du mardi au dimanche de 10h00 à 18h30. Tarif plein 8,50€ ; gratuit pour les moins de 18 ans).

Edwine Fastrez

BILLET SUR LA FRANCOPHONIE

# Le livre en Afrique francophone (\*)

Pierre Bertrand, sénateur honoraire

Le livre en Afrique est d'abord apparu sous sa forme sacrée, le Coran, véhiculé par le monde musulman. La colonisation occidentale, avec ses missions évangélisatrices, a ensuite introduit la Bible. Ces textes s'adressaient aux privilégiés cultivés, infime minorité certes mais dominante. Il faut attendre le XXe siècle et l'apparition de l'école pour entrevoir, par le livre, l'amorce d'une ouverture au monde. Paradoxalement, celle-ci a partiellement engendré un appauvrissement culturel chez les Africains qui, séduits par l'Occident, ont alors délaissé leur propre identité. Cette tendance s'est aujourd'hui renversée, sous l'heureuse influence des écrivains africains qui valorisent leur culture, élément moteur de leur indépendance et de leur développement.

Contrairement aux idées reçues, la demande de livres, africains et occidentaux, est devenue très importante. En Afrique francophone, 90 % des livres sont importés des pays du Nord : Hachette et Éditis dominent, suivis de très loin par deux éditeurs québécois. Les éditions scolaires occupent de 75 à 90% du marché dans 19 pays africains (1). Ces quotas représentent 5 % du total mondial des exportations françaises de livres, soit un montant de plus de 30 millions d'euros. De nombreux obstacles entravent le développement d'une édition africaine spécifique : absence d'une politique nationale du livre, étroitesse des marchés locaux et du pouvoir d'achat, difficulté d'accès aux capitaux, taxes sur le papier, promotion, communications, transport, manque de personnel qualifié, faiblesse des réseaux de distribution et notamment des librairies... au nombre total de 75 dans les 19 pays francophones cités. Encore s'agit-il de commerces bâtis "en dur", par opposition aux librairies "par terre" ou "au poteau", échappant à la statistique, mais estimées généralement à 4.000 petits points de vente particulièrement précaires.

Des tentatives locales de publication sont apparues en 1972 avec les Nouvelles éditions africaines du Sénégal, disparues à la fin des an-

nées 1980. Vers 1995, un renouveau se manifeste par l'émergence d'une centaine de maisons d'édition dans les 19 États en référence. Le plus grand nombre d'éditeurs se situe, en ordre décroissant, en Côte d'Ivoire, au Burkina-Faso, au Bénin, Cameroun, Mali et Togo ensuite, que suivent le Congo, le Gabon et la Guinée. En queue, on trouve, Djibouti, Madagascar et Maurice. Trois au Niger, un au Rwanda, aucun en Centrafrique. Soulignons que 93 % de ces maisons sont indépendantes et travaillent avec des capitaux français et canadiens. Les éditeurs africains, malgré leur fragilité, ont produit plus de 1.000 titres au cours des cinq ans écoulés. Ils occupent plus de 7.000 salariés.

Adoptant le principe "sans livre, pas d'éducation, pas de développement", une demi-douzaine d'États ont supprimé la TVA sur le livre scolaire, qui reste le fer de lance de l'édition africaine en réalisant plus de 70 % des ventes. Voici cinq ans, avec l'aide de l'Agence de la Francophonie et du ministre français des Affaires étrangères, un groupe d'éditeurs africains a créé l'association AFRILIVRES, dont le siège social est à Cotonou (Bénin). Son but est de faire connaître la production de livres parus et vendus en Afrique, et d'en faciliter la commercialisation au Sud et au Nord. Un catalogue est publié sur Internet, régulièrement mis à jour par plus de 50 éditeurs de 14 pays africains francophones. Ils y présentent 1.200 titres, dont 1/3 pour la jeunesse particulièrement dépourvue.

Les dialectes les plus usités servent à l'enseignement dans certains pays, et justifient ainsi des parutions en langues africaines transnationales. Plusieurs éditeurs, dont 6 au Sénégal, 3 au Mali, 2 au Burkina-Faso, 1 en Côte d'Ivoire, Guinée et Rwanda, offrent divers titres. Un éditeur guinéen publie des dictionnaires en poular et en mandingue à destination de la Guinée, du Burkina-Faso, du Mali, de la Mauritanie, du Niger et du Sénégal. Des romans sont publiés en wolof et connaissent un réel >>>

succès au Sénégal. Ils sont lus en famille, à haute voix... Voici deux ans, au Salon du livre africain à Genève, un prix a récompensé une œuvre consacrée à l'Afrique noire, intitulée *Survivantes* (Rwanda).

Sous l'égide de l'Agence de la Francophonie, une vingtaine de libraires issus de 18 pays francophones ont créé récemment l'Association internationale des libraires francophones (AILF). Leur objectif est de dynamiser leur profession partout dans le monde en faveur du livre en français, privilégiant l'Afrique centrale et de

l'ouest, le Maghreb, le Moyen-Orient et l'Océan indien.

Au service du développement, peut-on trouver mieux que le livre? ■

(\*) Source: La Francophonie dans le Monde, 2004-2005. Rapport de l'Organisation internationale de la Francophonie et du Haut Conseil.

(1) Burkina-Faso, Bénin, Burundi, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Guinée, Mali, Madagascar, Maurice, Niger, République Centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Tchad, Togo.

## ***Le français, une aventure, un avenir!***

*Compte rendu du RP Joseph Bolly paru dans le bulletin des Amitiés belgo-louisianaises (n° 76-oct. à déc. 2005) et repris dans La Ligue Wallonne (déc. 2005) :*

Il s'agit d'un ouvrage en collaboration, sous la direction scientifique d'Albert Barrera-Vidal et de Boris Coune, aux Editions Wallonie-France, 2004, qui constitue une petite somme sur la langue et la francophonie, par une vingtaine de connaisseurs, même étrangers à la Wallonie et à la France, appartenant aux universités de Trèves, Rome, Luxembourg, Montréal, Beyrouth, Neuchâtel,...

Retenons pêle-mêle ce qui m'a le plus frappé. Jean Salem, de l'université Saint-Joseph de Beyrouth, rappelle que le français est, avec le latin et l'italien (à la Renaissance), une des quatre langues, en Occident, qui répondent véritablement aux critères de « langue de civilisation » et cela, à deux reprises: XII-XIIIe et XVII-XVIIIe siècles. Ce qui permet à Raymond Renard, de l'université de Mons, d'être relativement optimiste quant à l'avenir durable de la langue française, sur le plan international. Antoine Courban, également de Saint-Joseph de Beyrouth, enchaîne en démontrant que la francité, par son humanisme, est la meilleure réponse qu'on puisse donner, pour le XXIe siècle, au phénomène, très combattu pour les jeunes, de la mondialisation, dans la mesure où celle-ci se confond avec l'uniformisation: même langue, même culture, même civilisation du Coca-Cola. Sur des sujets plus proches de nous, je dirai que je ne ressens pas si fortement que le professeur Klinkenberg la fragilité de la francophonie à Bruxelles et que je crois, avec le professeur Wilmet, qu'il n'y a, en effet, rien de plus français, selon Michelet, que Liège et le pays wallon.

L'ouvrage est, d'autre part, particulièrement précieux par ses annexes, notamment la coopération entre francophonie, hispanophonie et lusophonie, le glossaire établi par Albert Barrera-Vidal, etc.

On peut encore se procurer l'ouvrage en versant 12,50€ (plus 2,50€ de frais de port) au compte 063-3828084-14 de M. Jacques Bonnivert, 14, rue des Aubépines, 4130 Tilff (Tél. 04 388 20 90).

Pour la France, envoyer un chèque de 18,25€ à M. J. Bonnivert (tél. 00 32 (4) 388 20 90)

# Le français : ses mérites, ses défis

Marc De Middeleer, docteur en droit, UCL.

«Mon enfant, ma sœur,  
Songe à la douceur  
D'aller là-bas vivre ensemble !  
(...)  
Là, tout n'est qu'ordre et beauté,  
Luxe, calme et volupté» (Baudelaire).  
Et Verlaine :  
«Écoutez la chanson bien douce  
Qui ne pleure que pour vous plaire.  
Elle est discrète, elle est légère :  
Un frisson d'eau sur de la mousse.»

Splendeur de la langue française. Rendons hommage aux enseignants du français : leur amour, leur patience, leur opiniâtreté à vouloir nous transmettre ce qui fera l'outil sans défaut de notre pensée et de notre intime sensibilité, s'agissant de notre langue maternelle, sont d'un prix inestimable. Cela touche aux fondements mêmes de l'être et de nos facultés de comprendre et de nous exprimer clairement, sans lacunes. De notre promotion sociale. L'identité profonde, c'est d'être d'une culture. La nôtre est française. MM. Van Cauwelaert, Simenon, Poelvoorde, Grétry, Drucker et Geluck en attestent parmi tous les autres.

Sur le plan international de la francophonie, le rayonnement du français et de la France passe aussi par les 47 % de locuteurs pour lesquels le français n'est pas une langue maternelle, soulignait justement en 2000 Alain Braun, président de la Fédération internationale des professeurs de français (FIPF), aujourd'hui relayé par le Brésilien Dario Pagel.

Face à l'empire "anglo-américain" actuel et à l'entropie culturelle qu'il engendre — non sans susciter des résistances accrues de natures diverses —, Maurice Druon, secrétaire perpétuel hr. de l'Académie française, rappelait «le service que le français peut continuer de rendre à l'humanité. À savoir une manière de penser. Nous avons probablement la syntaxe la plus précise au monde. Elle permet à l'individu de traduire toutes les nuances de sa pensée et de capter toutes les nuances de la pensée des autres».

Et l'helléniste Jacqueline de Romilly, de l'Académie française, relevait : «Il m'est arrivé d'écrire un même texte en anglais et en français et de mesurer à quel point l'esprit des deux langues était différent. L'anglais aime, par une sorte de pudeur, simplifier, rendre concret ; le français tend toujours à analyser, à préciser, à distinguer».

Nombre d'observateurs étrangers actifs sur le plan international, reconnaissent les mérites du français comme **langue du droit et de la diplomatie**.

Pourtant, les temps sont durs. Dans la Communauté française de Belgique, ne s'interroge-t-on pas aujourd'hui sur les échecs au niveau universitaire dus à la méconnaissance du sens des mots ou de la syntaxe en langue maternelle française et sur la nécessité conséquente d'instaurer à l'université un examen d'entrée de français ou un cours de français ? Manque d'intérêt des enfants et de soutien des parents aux enseignants ?

Pour l'avenir, la question renvoie aussi au phénomène de mode de "l'immersion linguistique" précipitée dès l'école maternelle et fondamentale, à ses résultats réels ou à ses dégâts collatéraux et, au départ, aux conditions minimales d'un fonctionnement sérieux.

Par ailleurs, le français ne règne plus sur l'Europe et le monde comme il le fit au XVIII<sup>e</sup> siècle (entre les traités d'Utrecht et de Rastadt sous Louis XIV et la défaite de Napoléon en 1815) *via* les classes dominantes de l'époque, celles de l'aristocratie, de la haute bourgeoisie, des gens de lettres, des artistes et des scientifiques (lire Marc Fumaroli, *Quand l'Europe parlait français*) : le siècle des Lumières.

Le royaume de Belgique de 1830 en fut le dernier avatar, assurant et affirmant son identité et son unité par et dans ses élites unanimement francophones, ce qui n'aura duré que jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale.

Toutes couches de population comprises, si la Wallonie fut bilingue français/dialectes romans (picard, wallon, champenois et lorrain gaumais), la Flandre aura été une région séculairement bilingue français/patois flamands déjà au XII<sup>e</sup> siècle et surtout durant les ères bourguignonne, habsbourgeoise et française du XV<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle. C'est depuis 1873-78 qu'une irrépressible évolution populaire a conduit à l'homogénéité nationaliste flamande d'aujourd'hui et aux actions programmées d'éradication du français toujours en cours de façon brutale ou subtile mais opiniâtre (en Région flamande mais aussi en Région de Bruxelles à plus long terme !). Le bilinguisme du Flamand devient un mythe qu'aime à vanter le Wallon belgiciste. Les employeurs et les professeurs de langues romanes en Flandre le remarquent : la connaissance du français est en sérieuse perte de vitesse depuis cinq à dix ans (*La Libre*, 20.01.06). >>>



## ÉDITORIAL

### **“IL N’Y A PAS DE BON VENT POUR CELUI QUI NE SAIT PAS OÙ IL VA ” (Sénèque)**

On s'avancerait beaucoup en prétendant que les élections communales de cette année n'en sont que des enjeux locaux. La fièvre latente de la vie politique oblige les partis à joindre les grands problèmes aux enjeux locaux dans leur compétition. S'il importe assez peu, du point de vue séparatiste, que l'électorat d'une formation traditionnelle, se transvase dans une autre en Wallonie et à Bruxelles, il en va autrement en Flandre où le débat s'inscrit dans les registres les plus aigus de la tessiture communautaire. Les ausculteurs de l'esprit public prédisent certes une certaine poussée de l'extrême droite. Compte tenu des spectacles auxquels nous avons eu droit, le contraire serait étonnant. Mais elle est, dans la Communauté française, au degré zéro de l'intelligence, de la cohésion et du leadership, bien incapable en somme d'être autre chose que la caisse de résonance d'une protestation multiforme sourdant des angoisses de la société.

Je voudrais profiter de la bonace de l'actualité pour faire avec vous un petit exercice de pensée stratégique. Oh, sans prétention et sachant que nous frôlerons la politique-fiction puisque les responsables (et coupables !) du régime belge n'iront pas fouiller dans notre boîte à outils pour forger le levier qui fera changer les choses. Mais si la société civile, c'est-à-dire nous aussi, ne se met pas à penser par elle-même, la classe politique s'enfoncera toujours plus dans l'incurie de ses routines en creusant la distance qui la sépare déjà des gens ordinaires. Je n'ai pas non plus la vanité de délivrer une homélie salvifique. Je souhaite vous donner mon avis, comme j'aimerais avoir le vôtre pour une confrontation d'idées digne des patriotes et des républicains que nous sommes.

\*\*\*

1. Le concept de nation (vous entendez bien que la Belgique n'y entre pas) est indispensable au dégagement d'une ligne claire de l'intérêt général. Le XXe siècle finissant nous a débarrassé des mythes

de l'internationalisme prolétarien et du tiers-mondisme, mais il n'a pas terminé le procès de la seule Internationale qui ait une forte consistance : celle de la finance qui, en quelques décennies, a lourdement appesanti sa poigne sur l'économie, donc sur la vie sociale. Elle s'est donné un champ de raisonnement et d'action aux dimensions de la planète. La logique qu'elle essaie de nous imposer livre nos entreprises et nos travailleurs à une concurrence dévastatrice avec des puissances émergentes dont la pauvreté des masses est le meilleur atout et vers lesquelles, pour ce motif, elle dirige son flux d'investissements et de délocalisations d'outillage et de savoir-faire. Elle a complètement changé la nature et la finalité de la construction européenne devenue le relais de ses desseins. Inutile d'ajouter, c'est assez évident, qu'elle n'a pas d'autre projet pour l'humanité que celle de perpétuer son tourbillon à l'aveuglette, sans souci des cyclones qu'elle engendre. Elle promet le mieux-être, elle ne crée que la régression sociale. Elle se veut une fatalité de l'histoire, elle n'est que le produit de l'abdication du politique devant ses coups de force. D'ailleurs, si on la laisse faire, il n'y aura plus de politique, ni de démocratie qui tiennent ; seuls prévaudront les calculs de quelques méga-conseils d'administration.

Mais, dans ses pires déchaînements, le capitalisme a au moins une vertu que n'avaient pas les despotismes du siècle écoulé : il reste dans un cours plus raisonnable lorsqu'il se heurte à la volonté des peuples et il adapte alors à celle-ci sa prodigieuse capacité créative et productive. Cette volonté, je ne vois pas d'autre creuset où elle puisse prendre forme que celui du sentiment national. Pour longtemps encore, l'Europe ne sera qu'une abstraction et ne deviendra autre chose qu'en prenant enfin en compte les réalités de ses nations. Si forte est cette vérité qu'en se pensant en nation, les Français et les Néerlandais ont donné un grand coup d'arrêt aux mondialistes en rejetant leur projet de Constitution trempé dans le jus néo-libéral.

>>>

2. C'est dans la nation que prend corps la citoyenneté. D'où naîtrait-elle, en effet, si ce n'est dans le sentiment d'appartenance à une communauté bien identifiable par ses traits distinctifs et la convergence de ses aspirations ? Les déboires de la Wallonie viennent de ce que, à la différence de la Flandre, elle a trop longtemps investi son instinct national dans un État artificiel qui n'a plus du tout les caractéristiques françaises de ses origines.

La vraie citoyenneté suppose une allégeance vive et consciente à la collectivité dont elle émane, aux règles qui en assurent la solidité et à sa culture. Pour qu'il en soit ainsi, une différence de statut (certes compatible avec des règles de la civilisation) doit exister entre les citoyens et les étrangers. Il est aberrant de conférer à ces derniers le droit de vote qui doit rester le privilège des nationaux — lorsque nous aurons enfin un gouvernement de raison, il faudra revoir la loi sur ce point. Aberrant aussi et dangereux, compte tenu des chocs de culture suscités par les flux migratoires, de distribuer la nationalité comme des pochettes-surprises sans une certaine vérification que le récipiendaire comprend nos valeurs et y adhère.

On a beaucoup daubé chez nous sur la politique que mène la Flandre à cet égard. Elle coïncide pourtant avec un mouvement qui s'ébauche dans toute l'Europe. Il serait temps de nous y mettre aussi, car nous courons tout droit à des troubles d'où pourrait sortir des phénomènes graves et plus durables qu'un vote de ras-le-bol aux élections communales.

3. De nos jours, plus encore que jadis, la cohésion nationale dépend d'une bonne santé économique. À cet égard, il n'est plus entièrement possible de s'en tenir exclusivement à une conception spatiale, en quelque sorte close de l'économie : la financiarisation et la mondialisation ont imposé des fonctionnements en réseaux transfrontaliers dont il faut retenir les avantages en évacuant leur logique la plus radicale. C'est possible et bien plus que ne nous le serine la pensée unique.

D'abord, il faut répudier la logique du libre-échange tant vantée par de puissants groupes de pression et des "spécialistes" de l'économie politique (il est temps de comprendre la part d'idéologie que recèle tout message de cette science aux raisonnements flexibles). Il est des protectionnismes profitables. Pour ma part, je leur assignerais trois catégories de secteurs : 1° ceux qui promeuvent efficacement une action "substitutive des importations", comme dit le jargon de la branche ; 2° ceux

qui sont vitaux pour une sécurité productive durable (l'agriculture en est un de première ligne) ; 3° ceux qui, à la fois, impliquent un long et coûteux effort de recherche et qui promettent d'énormes profits à l'avenir (la technologie spatiale, présente en Wallonie, en est un bon exemple). Naturellement, comme le suggérait Pascal en d'autres matières, il y faut un esprit de finesse bien plus que de géométrie, car les concurrents étrangers, actuels ou potentiels, riposteront avec un impact que l'on aura soin de prévoir le mieux possible.

Ensuite, et surtout lorsque manquent les ressources en capitaux privés, comme c'est le cas en Wallonie, il s'impose de redécouvrir les vertus de la planification, cet anti-hasard comme l'appelait Pierre Massé. De soi-disant élites s'acharnent à la discréditer, en s'appuyant notamment sur les échecs (vraiment fatals) de la monstrueuse tyrannie communiste ou, plus sobrement, en prêtant au laisser-faire des propriétés autorégulatrices dont l'hypothétique existence relève du mirage dans le paysage réel. Pour inciter les acteurs économiques à identifier leur légitime intérêt propre à celui de la collectivité, il y a les aides, les modulations fiscales et les prescriptions administratives. Mais une politique d'envergure demande davantage. La nation doit avoir dans sa panoplie les moyens d'agir dans les domaines du crédit, de l'énergie et des transports. Ces divers instruments, je ne l'ignore pas, sont pour ainsi dire proscrits par l'Union européenne. Il est plus que temps de contraindre celle-ci à changer les règles de son jeu, les Français ne l'ont pas envoyé dire l'an dernier. N'espérons pas grand-chose des verbeuses concertations à vingt-cinq, bientôt à trente. La percée conceptuelle viendra d'un gouvernement qui tapera énergiquement du poing sur la table. Il ne restera pas longtemps isolé, car les peuples commencent à comprendre où l'on est en train de les mener.

Encore un mot sur l'économie. Il est impératif et profitable d'y introduire les facteurs écologiques — dont le marché ne tiendra jamais compte spontanément. Les Européens de l'ouest ont là-dessus une avance sur le reste du monde, du moins dans la réflexion. Il est toujours utile de les rappeler aux pouvoirs publics, à condition de ne pas les tremper dans le bain de mysticisme où barbotent trop souvent les partis qui s'en réclament.

4. Les grandes questions économiques et sociales appellent une technicité que le politique ne peut sécréter à lui seul. Sans rejeter systématiquement dans la géhenne les bureaux de consultance



(que, personnellement, j'ai souvent vu fonctionner trop onéreusement pour la collectivité et avec des biais opératoires empruntés au néo-libéralisme), le gouvernement a besoin d'une bonne administration, compétente et réactive aux défis de l'époque. Il est trop clair, chez nous, qu'elle ne répond pas à ces critères. La gangrène partisane y a favorisé, sinon toujours la médiocrité, l'oubli du sens de l'État (fût-il régional comme aujourd'hui) et du service de la nation. Elle empêche l'émergence des techniques de rationalisation des organigrammes et de l'emploi des ressources parce qu'elles jetteraient une lumière trop vive sur les privilèges des caciques et sur le mauvais rendement du Système. Les réformes à envisager procureraient des masses de crédits dont on se plaint de manquer pour satisfaire les besoins les plus élémentaires de la société.

Avec une science et une conscience civique dignes de l'authentique esprit républicain, le GERFA

livre périodiquement des trésors d'idées à ce propos, que ce soit sur ce que devrait être le statut et la mission des fonctionnaires, la garantie de leur impartialité, leur formation permanente et aussi — c'est capital au sens propre du terme — les objectifs d'efficacité sociale (à ne pas confondre, comme la Commission européenne, avec ceux de la rentabilité commerciale) à injecter dans leurs services.

\* \* \*

Voilà, chers lecteurs, les premières pensées générales que je désirais porter à votre attention. Il vous appartient d'y donner la suite que vous jugerez convenable. Mais ne vous dispensez pas de réfléchir à votre tour. Vous serez mieux entendus de vos compatriotes et, qui sait ?, de vos élus si vous savez vous-même vers quel rivage vous voulez mettre le cap. Méditez l'aphorisme de Sénèque.

Jacques Rogissart

### COTISATION :

**Attention ! Ne la payez pas deux fois ! Pour 17 euros (ou 22 euros si vous voulez apporter votre soutien), vous recevez *La Nouvelle Wallonie Libre ET Wallonie-France*. Versez-la sans tarder au compte n° 068-22719876 de Wallonie-France 4130 Tilff avec la mention "Nouvelle Wallonie Libre".**

## LA CONJONCTURE POLITIQUE

**LA BATAILLE DE CHARLEROI** s'est achevée largement sur une victoire (provisoire ?) de M. Van Cauwenberghe. M. Di Rupo a très vite compris qu'il n'aurait pas son scalp et a préféré composer en n'obtenant que le minimum indispensable de l'épuration dans la liste électorale des socialistes locaux. L'ancien ministre-président, aux côtés duquel plastronnent quelques-unes des victimes les plus en vue du président du PS, s'est fait réélire, le 22 juin, président de l'union socialiste communale (section) avec 82% des voix des participants, mais 60 à 80% des membres ont préféré ne pas se déplacer. Ses adversaires (dont certains se disent l'objet de menaces physiques) se terrent ou sont conspués par la salle, même le pauvre député régional Ingrid Colicis, une des figures de proue des "réformistes" qui avait humblement demandé pardon à son chef offensé. Celui-ci n'a pas eu le triomphe modeste : il a vertement démonté la tendance "boulevard-impérialiste" de la direction du parti qui voudrait renforcer son autorité centrale (magnanime, mais un brin hy-

pocrite, il a précisé ensuite qu'il ne visait pas M. Di Rupo, mais Mme Onkelinx). Pourquoi se gênerait-il ? Il est resté maître du champ de bataille.

La couleuvre avalée par M. Di Rupo lui reste, on le comprend, en travers de la gorge. À qui veut l'entendre, il répète qu'il veut des gestes encore plus forts et qu'il ira, coûte que coûte, jusqu'au bout de l'assainissement. L'ennui, c'est que les scandales impliquant des mandataires socialistes et des créatures de ceux-ci continuent à pulluler. Il n'a pas tort de dire qu'il est injuste d'incriminer toute sa famille politique, mais son recul à Charleroi le rend moins convaincant. Il a raison d'affirmer que le fléau de la malhonnêteté affecte aussi les autres formations, à commencer par le MR qui l'horripile par ses leçons moralisatrices. Et de rappeler en douce la prise la main dans le sac des Ducarme et des Fourneaux, mais leurs affaires dattent un peu et sont plus ou moins réglées. Heureusement, il y a de mauvaises odeurs dans la mairie de Malmedy et dans celle de Dinant.

>>>

On remarque qu'il épargne le CDH, son partenaire de prédilection (pourant, cela ne sent pas trop bon non plus à Mouscron). Mme Milquet lui renvoie l'ascenseur. Elle tient de grands discours sur la moralité publique, fait signer une charte d'éthique par ses candidats, mais se garde comme la peste de blâmer nommément les coupables socialistes. Il ne faut pas compter sur elle pour changer les règles écrites et non écrites du régime belge. C'est un de ses attraits (politiques, s'entend !) pour M. Di Rupo.

En attendant, 41 des 74 sociétés de logement, coiffées par le SWL, accusent, après audit, tantôt de graves défaillances dans la gestion, tantôt des fautes caractérisées. Elles attendent les "gestes forts" promis par M. Di Rupo. Mais c'est vrai que s'y nichent bon nombre d'apparatchiks prêts à opposer une non moins forte résistance !

Il y a aussi un phénomène, déjà un peu ancien, mais que les "affaires" viennent d'éclairer d'une lumière crue : celui des héritiers, autrement dit des rejetons des barons du régime, propulsés par eux en politique. Normalement, cela ne doit regarder que les membres de leur parti et leurs électeurs : rien à objecter s'ils sont d'accord ! Mais cela concerne le porte-monnaie de tout le monde si les papas, les filles et les fistons se servent de leur fonction politique pour faire cracher la collectivité au bassin, avec toutes les facilités que leurs procurent les liens familiaux. C'était assez le cas du tout-puissant ministre régional des Travaux publics Michel Daerden et de son fils Frédéric; député-maire de Herstal et propriétaire d'une société de révision comptable dont le business proliférait juteusement dans notre secteur parapublic. Illégal ? Pas vraiment. Normal ? Pas vraiment non plus. M. Di Rupo s'est empressé de convaincre M. Frédéric de se mettre comme qui dirait en congé de sa boutique. Cela change tout ? Pas vraiment.

**LE BRADAGE DU SECTEUR PUBLIC** reste une triste réalité belge et elle est particulièrement ruineuse pour la Wallonie, car, par la force des choses, c'est sur ce secteur que doit s'appuyer l'effort de redressement. Tandis que s'y poursuivent les promotions partisans de dociles incompetents et les nominations d'administrateurs dormants, les privatisations à faible prix des meilleurs morceaux, sous l'impulsion des néo-libéraux (parfois étiquetés à gauche) bien installés aux commandes et bénis par la Commission européenne, se succèdent allègrement.

La SNCB vient de céder pour 80 millions d'euros (dont elle ne touchera que 10) sa filiale routière ABX, devenue un gouffre financier grâce à ses créateurs et anciens gestionnaires, dont le sieur Étienne

Schoupe, ex-administrateur délégué du rail et aujourd'hui secrétaire politique du CD&V. Au préalable, elle avait effacé une ardoise de 1,3 milliards d'euros. Elle n'a gardé que le créneau belge pour ne pas fâcher les syndicats qui furent les complices des responsables du désastre. Qui a protesté au sein du conseil d'administration, qui s'est fâché au gouvernement ? Vite, des noms pour que nous félicitions ces bons citoyens !

**LE "BUSINESS PLAN" DE LA FLANDRE** a mêlé ses accents aux flonflons de sa fête nationale, le 11 juillet. De son vrai nom, il s'appelle "La Flandre en action : un nouvel élan socio-économique pour la Flandre". Le gouvernement régional nordiste s'est plu à les mettre en ligne de comparaison avec le "plan Marshall" wallon. Comme de juste, les situations étant différentes, les propositions le sont aussi. On notera cependant la même priorité accordée à l'enseignement et à la recherche. Mais les responsables flamands font plus confiance au capital étranger qu'à l'initiative publique. Pour se faire plus belle à ses yeux, leur région va encore développer ses infrastructures maritimes et terrestres (Wallons, attention : vous paierez encore pour le chemin de fer du plat pays). À remarquer le souhait d'un "benchmarking" (veille stratégique) vis-à-vis de la Catalogne. Celle-ci apparaît, elle aussi, comme un État en devenir (après son référendum du 18 juin, elle va accroître considérablement ses compétences), sans s'assigner officiellement l'objectif de l'indépendance.

Très bien tout cela ? Euh, c'est-à-dire... Il y a quand même un hic : le plan prévoit une coopération "structurelle" avec Bruxelles dans les domaines culturel et économique, sans que ses auteurs aient demandé l'avis de la région centrale. Ce qui a déclenché leur lourd appel du pied, c'est évidemment leur stratégie de conquête progressive d'une ville francophone à 90%, au vif rayonnement international, et qu'ils considèrent abusivement comme leur capitale. Leurs homologues francophones ont tiqué, mais seront-ils fermes dans leur résistance après les élections de l'an prochain ? Nous ne nous en portons pas garants... Déjà en juillet, ils préféreraient se réjouir (vaine aspiration à la paix communautaire) de ce que le plan du business thiois n'accable pas de mépris les misères de la Wallonie. Dame, ce n'était pas le sujet de la copie ! Un peu de patience, cela reviendra.

**LA RÉFORME DES INTERCOMMUNALES** va son petit bonhomme de chemin et il faut s'en réjouir, ce qui n'empêche pas d'en regretter la modestie.

On en supprime beaucoup, bravo, mais pas les plus importantes, dont la plupart devraient être regroupées dans des services publics à l'échelle régionale. Il y a un réel effort pour qu'elles ne soient plus tout à fait des sinécures d'apparatchiks sans compétence et pour en promouvoir la transparence de la gestion. Mais Ecolo n'a pas tort de protester contre l'accès toujours possible de maires et d'échevins à leur présidence, contre les possibilités de cumuls encore trop larges, contre le flou du statut des administrateurs et des réviseurs et aussi contre la création d'une "série de nouvelles sous-structures opaques" (dixit le député régional Marcel Cheron). Rappelons que trop d'intercommunales parasitent le dynamisme wallon. Encore un effort donc !

**LE PROBLÈME DES SANS-PAPIERS** est toujours traité en dépit du bon sens du côté francophone. Heureusement, les Flamands nous préservent d'une régularisation massive qui attirerait de nouvelles vagues. Une nouvelle loi raccourcirait la durée de la procédure d'examen des dossiers, tant mieux. Mais la question de fond reste ouverte.

**LE 21 JUILLET** de cette année n'aura pas électrisé les belgicains. Comme d'hab', un message royal de basse intensité, ressassant des problèmes réels sans indiquer de solutions, sauf que le multilinguisme (il fallait comprendre le bilinguisme) créerait des emplois durables. Si on commençait par nous débarrasser du néerlandais, afin que les élèves apprennent des langues utiles ?

Défilé ensuite de l'armée anémique de M. Flahaut avec son matériel de pointe : des zodiacs, des motocyclettes, des ambulances. Allez, soyons justes, avec quelques blindés d'apparence moderne ! Et, comme chaque année, l'ennui peint sur le visage de la reine. On la comprend...

**ZAVENTEM À BEAUVECHAIN...** C'est l'idée lumineuse du ministre régional flamand Bert Anciaux : l'aéroport de Bruxelles-National serait transformé en complexe sportif et le trafic aérien transféré sur la base militaire wallonne. Quand les politiciens flamands dévissent, ils ne le font pas à moitié. Encore un peu, on serait fier des nôtres !

## LE COIN DU GÉOPOLITICIEN

**ÉLECTIONS** Avez-vous remarqué que la plupart du temps, les gouvernements sortants sont pénalisés par les électeurs (dernier exemple en date : la Tchéquie et la Slovaquie) Versatilité de ceux-ci ? Non. Permanence d'une ligne politique qui doit beaucoup à la pensée unique. Les peuples en veulent de moins en moins. Pendant un certain temps, qui peut être long, ils votent pour les formations classiques de l'opposition. Puis ils finissent par s'apercevoir que l'alternance ne change rien à leur sort et la contestation monte.

La Wallonie semble encore une exception. Une offre politique peu diversifiée (seul Écolo a réussi à s'agréger aux partis traditionnels au cours des dernières décennies), le vote obligatoire, une large autonomie communale qui permet aux grands partis d'arroser leur clientèle, l'enracinement (de moins en moins, il est vrai) *via* les

mutuelles et les syndicats en sont les explications les plus communément avancées. Celles-ci seront-elles pertinentes encore longtemps ? Derrière la "bof-génération" qui a fui en douceur la politique, une autre monte qui a la rage et qui n'a plus du tout les repères des anciennes...

**L'ITALIE** vient d'échapper au fédéralisme qui aurait augmenté ses déjà trop nombreux handicaps de "malgoverno". La réforme constitutionnelle concoctée par l'ancienne majorité a été repoussée, à une forte majorité, le 25 juin. Tant pis pour les derniers partisans chez nous de l'Europe des régions ! À noter que toute la gauche italienne combattait le projet au nom de l'unité nationale. On souhaiterait qu'un tel patriotisme inspire la gauche wallonne engluée dans le belgicisme de ses dirigeants.

**LA LOGIQUE FINANCIÈRE** affranchie par l'Union européenne et par la mondialisation de ses contraintes politiques continue de se jouer de l'intérêt général.

La Bourse de New-York a racheté Euronext, le système qui unit les Bourses de Paris, de Bruxelles, d'Amsterdam et de Lisbonne, grâce à une offre plus alléchante que celle de Francfort. Ainsi, les règles de la finance américaines vont-elles plus que jamais s'imposer chez nous, notamment par l'admission à la cote. La Commission européenne est restée muette comme une carpe (c'est le contraire qui aurait étonné!). Le gouvernement français a renâclé, mais il n'a plus les moyens de s'interposer depuis qu'il a déposé ses instruments d'intervention sur l'autel de "l'Europe".

Appâtés, eux aussi, par l'espoir de gain, les actionnaires d'Arcelor ont approuvé la fusion avec Mittal Steel, dans une perspective >>>

stratégique plus mondialiste qu'européenne. Est-ce un bien, est-ce un mal ? L'avenir le dira. Le gouvernement wallon, petit porteur dans le capital du pays, a approuvé. Son homologue français, lui, avait d'abord fait grise mine, puis a applaudi, les propositions de l'industriel anglo-indien étant devenues "amicales" (*dixit* le Président Chirac). Quoi qu'il en soit, un secteur-clé de l'économie échappe complètement au contrôle des autorités nationales. Évidemment, elles n'avaient déjà plus grand-chose à dire en l'occurrence, mais c'est peut-être justement ce qu'il faudra revoir quand la myopie du court terme boursier aura causé, c'est à peu près inévitable, des chutes douloureuses.

**EN SLOVAQUIE**, l'alliance du parti social-démocrate, pivot de la nouvelle coalition gouvernementale, avec l'extrême droite fait désordre aux yeux de la famille socialiste européenne. Le premier ministre Robert Fico fait valoir qu'il n'avait pas le choix, sauf celui (impensable pour tout politicien classique) de renoncer à gouverner. Il avait tellement malmené la politique néo-libérale de la droite modérée, vaincue par lui dans les urnes, qu'il ne pouvait s'entendre avec elle, sous peine de fâcher ses propres électeurs. Et, d'un autre côté, il lui fallait des partenaires pour contrôler le Parlement, avec une possibilité de choix réduite à zéro par le résultat des élections.

Il y a beaucoup de traits communs entre la Slovaquie et la Flandre, toutes deux d'origine rurale et catholique, avec un lourd passé pendant la Seconde Guerre mondiale et un nationalisme vigoureux. Observez la frilosité du *SP.A* quand il est question de sanctionner le *Vlaams Belang*... Mais ne pensez pas que cette attitude soit à jamais bannie de la politique wallonne. Si, par un malheur que nos partis traditionnels rendent possible par leurs fautes et leurs tares, l'extrême droite deviendrait puissante chez nous, il n'y aurait pas longtemps de cordon sanitaire qui tienne devant l'attrait du pouvoir. C'est triste, mais c'est comme cela. Croisez les doigts pour qu'advienne à temps l'assainissement des pratiques de la gouvernance et une meilleure écoute des aspirations du peuple.

**EN ALLEMAGNE ET EN ITALIE**, c'est un autre cas de figure. Dans ces deux pays, les partis de centre-gauche (le social-démocrate seul dans le premier) collaborent avec une tendance libérale (incarnée en Allemagne par la *CDU-CSU*), comme en Belgique. Leur politique gouvernementale s'inscrit dans le droit fil de l'euro-mondialisme, avec ce résultat qu'il est devenu illusoire d'attendre une véritable alternance dans la pratique du pouvoir. On augmente les impôts et les cotisations sociales, on sabre dans le service public. L'électeur supportera-t-il longtemps ce manque de créativité, ces sacrifices à la finalité de moins en moins claire ?

**EN POLOGNE**, les frères Kaczynski, respectivement Président de la République et Premier ministre, ont encore refroidi l'attitude, déjà peu chaleureuse de leur pays, vis-à-vis de la CE, beaucoup trop néo-libérale pour ce que la Pologne, sortie en haillons du régime communiste, peut supporter. On pense ce que l'on veut de leur politique intérieure. Mais comment ne pas approuver l'un d'eux (Jaroslaw), devenu chef du gouvernement, quand il déclare : «*On ne nous fera pas croire qu'il n'y a pas d'États-nations en Europe, ni de politiques nationales. Celles-ci sont appliquées par nos partenaires. Je ne vois pas pourquoi nous ne devrions pas faire de même*» ? Comme leurs frères français, qui ont rejeté la Constitution née de la pensée unique, les Wallons se feront du bien en se pénétrant de la même idée. Après les avoir sacrifiées sur l'autel de la Belgique, leurs dirigeants ont un peu trop tendance à les offrir à une autre ogresse : l'Europe mondialisée.

**GAZA, LIBAN, CORÉE...** Les canons tonnent, roquettes et missiles sillonnent le ciel. Sommes-nous prêts à toute éventualité ? Il est évident que non. Ni matériellement, ni mentalement. L'ascension des prix pétroliers s'est accélérée en juillet. Même si elle se calme quelque temps, elle reprendra. L'heure a sonné d'une profonde révision de la politique énergétique. Mais les responsables en sont encore à en causer. À quand les décisions ?

## PETITS POTINS

■ Savez-vous qui préside le jury international chargé d'évaluer les projets présentés au gouvernement wallon dans le cadre du "plan Marshall" ? Un Flamand nommé Luc Vansteenkiste.

■ Saviez-vous que M. Laurent de Saxe-Cobourg-

Gotha est un bon photographe ? Même qu'il avait vendu des clichés de ses jumeaux à une agence de presse. Avec la liste civile que lui octroie le régime (comme à d'autres parasites de la famille royale), cela faisait tiquer jusqu'au Premier ministre. Sur les instances de celui-ci, il a annulé le contrat... >>>

■ Savez-vous comment le président du CD&V Yves Leterme voit l'avenir institutionnel ? Pas clairement ? En effet, mais il a donné le 25 juin une indication au Soir : «*Il n'y a pas d'exemple de fédéralisme centrifuge où l'on n'arrive à un point d'équilibre définitif*». Seule l'indépendance de la Flandre sera définitive pour elle.

Il censurait aussi le refus des francophones de «*parler des problèmes sécuritaires*» et d'y répondre. Là, il n'y a rien à objecter

■ Justement à propos de sécurité, saviez-vous comment s'appelle le crime des policiers qui ont expulsé les sans-papiers d'une église d'Anderlecht qui leurs résistaient avec pieds et poings ? Coups et blessures. Après cela, demandez-vous où passe la ligne qui sépare légalité et illégalité.

■ Savez-vous pourquoi la France est morose (*dixit* çà et là la grande presse ?). entre autres choses parce qu'elle a rejeté par référendum le traité constitutionnel européen. De sacrés masochistes, les Français ! Même pire : loin d'y trouver un motif de tristesse, ils seraient encore plus nombreux aujourd'hui à dire non, d'après les experts en opi-

nion publique. Savez-vous quoi ? Ils ont bien raison ! Et ce n'est pas triste.

■ Saviez-vous que le gangster Murat Kaplan est surnommé le roi de l'évasion ? Et que les autorités compétentes s'opposaient à sa remise en liberté ? Si oui, lui auriez-vous accordé un congé pénitentiaire ? Sans doute que non. Mme Onkelinx, elle, l'a fait et trouve cela "normal, logique et naturel". Ce l'est tellement que l'oiseau s'est envolé et a mis sur les dents toutes les polices du royaume. En France, elle aurait dû démissionner. Quand Dutroux s'est fait brièvement la belle; deux ministres responsables de son sort ont tout de suite offert de rendre leur portefeuille. Mme Onkelinx n'y a même pas songé. Elle continue à bousiller notre sécurité, comme elle l'a fait avec notre enseignement. Il ya tellement d'asociaux et de clandestins qui ont besoin de son laxisme ! Enfin, Kaplan est repris. Ce n'est pas sa faute.

■ Savez-vous que les billets libellés en euros sont falsifiables ? Non ? Vous auriez des excuses, les dirigeants maastrichtiens dont M. Reynders, disaient le contraire. Ils ont menti là-dessus comme sur le reste.

## LA WALLONIE DEVANT LA MENACE NAZIE 1933-1943

par Jacques Firket

Cet excellent petit ouvrage de 56 pages retrace, année par année, la lutte que des Wallons lucides ont menée, d'une part contre un flamingantisme virulent (avec son slogan *Los van Frankrijk*, c'est-à-dire "dehors la France !") et, d'autre part une menace nazie de plus en plus prégnante, confortée par l'aveugle politique de neutralité de Léopold III et de Paul-Henri Spaak.

Le bimensuel *L'Action wallonne*, a paru de janvier 1933 à la guerre. Ses fondateurs, surtout libéraux et socialistes, furent l'avocat Auguste Buisseret, les journalistes Georges Detry et René Pouret, le professeur d'économie politique Maurice Firket, l'imprimeur Georges Thone et les députés Georges Truffaut et François Van Belle. Ils furent vite rejoints entre autres, par Fernand Dehousse,

Jean Rey, Léon-Éli Troclet et l'écrivain Marcel Thiry.



Dans une seconde partie, l'auteur réfute les arguments de l'historien Hervé Hasquin qui, dans son ouvrage malheureux *Les séparatistes wallons et le gouvernement de Vichy, 1940-1943*, faisait de Georges Thone et de ses "com-

*parses*", tels Maurice Firket et Olympe Gilbert, des "collaborateurs de la pire espèce".

Parmi les réactions indignées, outre celle de Jacques Rogissart (*Le Vif/L'Express*, 20.02.04), Jacques Firket reprend celle de Paul-Henry Gendebien (publiée dans *Le Soir*, 24-25.01.04, répercutée par *Wallonie-France*, n° 53 / mars-avril 04) qui remarquait notamment : «*Par la place donnée à l'affaire Thone... ne vise-t-on pas à semer insidieusement le doute sur tout le réunionisme... Ma conviction, c'est que le régime a peur de nos idées*».

**L'ouvrage peut être obtenu en s'adressant à l'auteur : 95, rue J.-B. Colyns 1050 Ixelles en versant 6 euros (port compris) sur le compte 063-0416533-50.**

## LES FÊTES NATIONALES

**14 juillet : la France . 11 juillet : la Nation flamande. 21 juillet : la commémoration de l'avènement de Léopold Ier à Bruxelles.**

*La Libre* (06.08.06) publie un commentaire de P. Houart qui traduit bien l'évolution de l'idéologie belgiciste sous la pression des faits : «Trois Régions "belgiques" ? — Certains politiciens ou journalistes affirment que le pays et la monarchie ont leurs jours comptés. (...) Cette éventualité d'une division du pays n'a guère de chances de se réaliser, elle est hautement irréaliste. Par contre, la Belgique fédérale actuelle — dont il faudra améliorer les structures — pourrait former à l'avenir une configuration de trois Régions "belgiques" largement autonomes dotées d'institutions quasi étatiques vivant sous le régime monarchique d'union personnelle. (...) Dans l'hypothèse de la constitution d'un futur ensemble confédéral, la Belgique, formée de trois peuples autonomes, coopératifs et solidaires, pourrait très bien survivre et collaborer étroitement au sein d'un même "royaume de Belgique".»

On y est : les "États-belgiques-unis" (une resucée de 1790 ?), trois républiques dont le seul principe d'unité devrait rester l'allégeance à la personne d'un Prince héréditaire. Bref, au XXI<sup>e</sup> siècle, on ressusciterait un régime féodal ! **Pour "survivre" formellement à tout prix.**

Jean-Pierre Chevènement aurait répondu à M. Houart : «Un État républicain, c'est-à-dire démocratique, est inséparable de l'expression, à travers le débat citoyen, d'un intérêt général à long terme. Aucune collectivité ne peut se passer d'un dessein partagé. Vous feriez mieux de vous interroger sur l'éclatement de la Yougoslavie, qui n'a pas commencé par hasard par ses républiques riches, et sur les tensions entre régions riches et pauvres, en Italie, en Espagne, en Belgique» (*Le Monde*, 24.11.2000).

Et la Flamande Denise Van Dam, sociologue aux Facultés de Namur, avait déjà relevé un facteur de distanciation capital, omis par P. Houart (cf. *Tendances*, 11.01.1996) : «Je souligne à quel point **la Wallonie se considère comme une simple Région en osmose culturelle avec la France, et la Flandre, épousant les**

**revendications du mouvement flamand, comme un État-nation qui applaudit des deux mains au fédéralisme et exige le respect de ses frontières extérieures.**»

La violation des "facilités constitutionnelles" en périphérie bruxelloise, **constante**, et la scission annoncée (sans doute en 2007) de l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde doivent contribuer au bouclage de la frontière de l'État-nation flamand enfermant Bruxelles. D'où le rejet par les Flamands du "pédoncule", le fameux corridor déjà proposé par André Lagasse en 1974, la route qui va d'Uccle à Waterloo. Dans l'interview de ce week-end, la présidente du CDH, Joëlle Milquet déclare qu'il est **indispensable** que la Wallonie puisse coller à la Région Bruxelloise» (*La Libre*, 11.07.06).

### ■ LE TON A CHANGÉ, PAS LA CHANSON : AVERTISSEMENT

«*Jour de "fête nationale" au nord. (...) Objectif : toujours l'autonomie. Et Bruxelles*», tels sont les titres du *Soir* (11.07.06), qui avertit : «*En présentant un véritable "business plan" pour la Flandre, Yves Leterme, ministre-président a montré le changement dans le ton : priorité aux atouts et aux talents flamands (...), l'importance que revêt Bruxelles, etc. Clairement dit : pas ou nettement moins d'attaques frontales à l'endroit de la Wallonie, ce boulet de toujours. Mais attention : cela est un intermède, une tactique, une diversion presque. (...) La Flandre, sur l'échelle de Richter de ses revendications indépendantistes, s'accorde juste une petite pause. Pour mieux viser les scissions de l'emploi et du chômage, des soins de santé et de la concertation sociale. Et faire main basse sur Bruxelles.*»

J. Van Doren, de la fédération patronale flamande (VOKA) y déclare : «*Le hasard veut que Flandre, Bruxelles et Wallonie sont trois régions voisines. Je me réjouis à cet égard que le "business plan" flamand reconnaît enfin Bruxelles comme moteur de la croissance de la Flandre.*» À bon entendeur, Wallonie et Bruxelles, salut !

Marc De Middeleer

Il y a la domination de l'anglo-saxon d'une part, et la connaissance du français n'est plus ressentie comme une condition *sine qua non* de la promotion sociale. Dans le cadre étroit du royaume "Belgique", la prépondérance politique et économique de la Nation flamande assure de surcroît à ses membres l'accès préférentiel à la majorité des postes supérieurs des entreprises privées et publiques, ainsi que de la fonction publique (le critère est ethnolinguistique : "Echte Vlaming", Vrai Flamand).

C'est dire les défis à relever pour assurer et développer, dans le nécessaire combat en faveur de la diversité du monde, la vie et le rayonnement de la langue et de la culture françaises et la valorisation optimale du potentiel des francophones.

«Chaque langue représente en soi une vision de l'univers» relevait J.M. Klinkenberg, philologue à l'université de Liège, et il mettait l'accent sur le grand danger : «Les grandes langues qui allèguent la modernité et le rôle de la diffusion sont en danger. Non pas le danger de disparaître, mais de devenir des langues secondes, folkloriques, bonnes pour la famille, les émotions personnelles. En 2120, on pourra tous parler l'anglais comme nous parlons le latin sans les déclinaisons !...». Français, espagnol, allemand, italien, au vestiaire.

### ■ Premier défi :

assurer au français son utilité par sa modernité. Boutros Boutros-Ghali, ancien secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie, précisait : «Parler français est un choix. Son avenir, dès lors, se joue essentiellement hors de France (ndlr : notamment sur le "limes" de la Francité à Bruxelles et en Wallonie).

Or, une langue ne survit pas du seul charme qu'elle peut exercer. Il faut admettre que le français a les moyens d'être

- \* une langue d'affaires,
- \* une langue scientifique,
- \* une langue de distinction.

C'est aussi cette langue française-là, par-delà les trésors de la littérature, qu'il faut enseigner et valoriser.» Et Boutros Boutros-Ghali de dénoncer avec force le recul du français comme langue de travail dans les organisations internationales, particulièrement à l'ONU et dans les institutions de l'Union européenne.

N'entend-on pas J.-C. Trichet, haut fonctionnaire français et gouverneur de la Banque centrale européenne, utiliser l'anglais à la conférence de presse de la réunion des gouverneurs à Madrid, pays latin adhérent comme la France à l'euro, au contraire des

pays anglophones. Ô comble, ô trahison, ô incongruité !

Sans volonté agissante par l'usage déterminé du français, le péril du recul s'accroît. Et dans le même temps, comme le disait J.-M. Klinkenberg, ancien président du Conseil supérieur de la langue française, «dire la modernité, c'est pouvoir se moderniser». Cela implique que le français ;

\* s'équipe d'une terminologie créative moderne en proposant des équivalents français des mots anglais. Bannir cette contamination par des termes exogènes et des formules d'agglutination ou d'inversion qui abâtardissent la langue française : en finir avec "le casting en prime-time d'acteurs glamour en vue d'un talk-show très people et attractif au BOZAR de Bruxelles" !

\* investisse dans les industries de la langue comme la traduction automatique et le courriel, en s'assurant une présence efficace dans les grands organismes de normalisation;

\* augmente sa présence dans les nouveaux médias, notamment sur la Toile.

### ■ Deuxième défi :

assurer au français sa qualité première, la clarté, en combattant toutes les formes de relâchement dans son vocabulaire, son orthographe, son bon usage, sa syntaxe mais en gardant souplesse et ouverture aux emprunts et aux néologismes compatibles avec son génie de la mesure et de la précision. Maurice Druon le disait fort bien : «Nous ne devons pas oublier que les mots sont un moyen d'échange entre les hommes, comme la monnaie. Et il importe que, comme la monnaie, ils soient fiables. Entre les deux haies épineuses du laxisme et du purisme, la voie est large. Cette voie, il nous faut la réserver pour notre langage commun. Le "bien commun". Que serait une langue qui serait fractionnée en syntaxes multiples, une langue où les mots n'auraient plus que les sens spécifiques que leur accordent les spécialistes pour leurs usages particuliers, une langue qui ne serait plus en mesure de faire le lien entre les citoyens ? Y aurait-il une langue pour les jeunes gens et une autre pour leurs grands-parents ?»

Recherchons le mot juste. Gardons-nous des sabirs à la mode et autres "verlans" ou "novlangues" barbares et éphémères, de cette manie du raccourci particulièrement ravageur en France : "resto", "appart", "promo", "7h. du mat", "beau", et celle des abréviations incessantes : "CERN" et autres "PUF".

Françoise Giraud a raison : «La langue est un habit de la pensée qui ne souffre pas le débraillé» ■

# Francophonie, vaste programme

## Petit jeu pour mieux nous connaître

Que comprendriez-vous si votre interlocuteur prononçait les mots suivants ?  
(solution p. 27)

1. ennoyer :

- A. forme ancienne du verbe "ennuyer"
- B. inonder un continent
- C. installer une plantation de noyers

2. nautonerie :

- A. art, métier de conduire un bareau
- B. cabine de l'auminier sur un bateau de guerre
- C. traitement du thon en mer

3. orant :

- A. statue représentant un défunt en prière
- B. médicament à prendre par la bouche
- C. bijou qui a la couleur de l'or mat

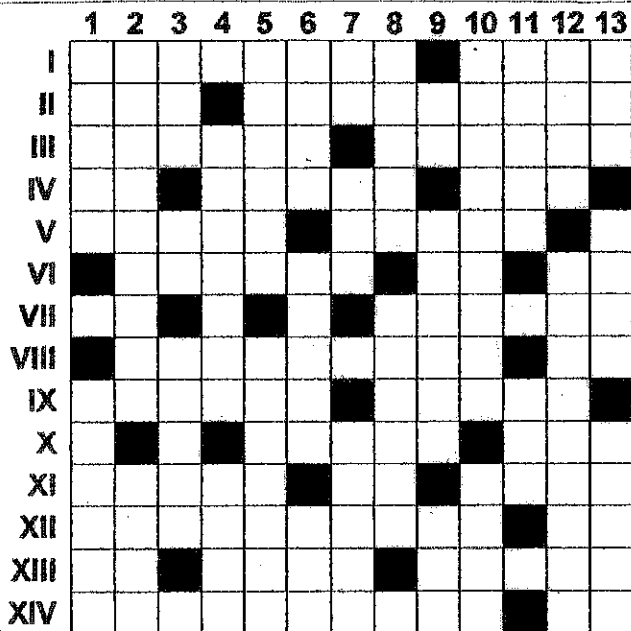
4. talaire :

- A. qui a de nombreux talents
- B. qui se rapporte à la loi du talion
- C. qui descend jusqu'aux pieds

5. viguier :

- A. prévôt des villes françaises méridionales au Moyen Âge
- B. homme particulièrement vigoureux
- C. guetteur chargé, sur une côte, de surveiller le large

### Mots croisés n° 68 - Brassens



### HORIZONTALLEMENT

I. Condamnait Georges à la bandaison (titre de la chanson) — Il suffit de le passer (titre). II. A le temps long — Fimes la chose. III. Savait pas qu'c'était pour voir ça qu'tous les gars étaient là, la, la, la (titre) — C'est là l'sort de la... et de toutes nos p'tites chéries (titre). IV. Désigne le milieu — Occasion du tonnerre ! (titre) — Ferment. V. Faire le point à l'écran — Fabuliste. VI. Temps libre — Élement chimique — Aïeul bien diminué. VII. À honorer — Artiste pointilleux. VIII. Bordai la voile d'un cordage — Saint de Bigorre. IX. Princesse en sabots — Irène au miroir. X. Déesse callipyge au goût de Georges (titre) — Après vous ! XI. Mis en demeure — Pour finir — Pour donner la gougoutte. XII. Cocufait Georges avec son mari ! "Ma maîtresse, la..." — Alternative. XIII. Club phocéén — Genre d'appât — Grand tonneau XIV. Georges l'avait alors mauvaise (titre) — Sinistre sbire.

### VERTICALEMENT

1. C'est encore moins la femme de Nestor. 2. Marque d'étoffe — L'ironie en est une. 3. Toile de Paris — Jolie fleur dans une peau de vache — Donna une dimension intérieure. 4. Gare au ... (titre) — À la pointe. 5. Anticyclone bienvenu — Priât. 6. Membre du N.B. — Est de feu — Vallée perdue en mer. 7. Bordent un drap — Pic des Pyrénées — Sans reconnaissance. 8. C'est nous autres qui ... les plumes et l'œuf — Glacent la peau. 9. Se donne au début — De douceur ou de larmes — Service bien obligé. 10. Un p'tit coin d'paradis — Un vieux au paradis de l'accordéon (titre). 11. Passée au bleu — Carnaval. 12. Robert pour le petit — Chasse charmante (titre). 13. Demi-sommeil — Patrie de Georges — Havres des porcs.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
I	C	A	R	L	O		C	H	I	F	F	E	S
II	A	G	U	S	T	A		E		R	I	R	A
III	R	A	N	D		A	G	R	E	A		G	B
IV	O	V	E		B	R	A	B	A	N	T		E
V	L	E		T	H		N	A		C	A	E	N
VI	O		P	A	V	E	S		B	O	X		A
VII	R	I	O	M		N	A	T	U	R	E	L	
VIII	E	Q	U	I	D	E		R	E	C	R	I	S
IX	G		R	A	U		A		H		Z		
X	I	O		S	C	A	N		B	A	S	I	C
XI	E	P	I		A	I	E	S		M	O	N	O
XII	N	A	S	A	R	D		A	N	P	E		O
XIII	N		O	H	M		I	N	U	S	U	E	L
XIV	E	M	U		E	R	D	A	L		R	U	S

Solution du n° 67

Solution au prochain n°





## Le saviez-vous ?

On en apprend de belles en parcourant les dictionnaires anciens ! Et des plus instructives... Par exemple à l'entrée «France» du dictionnaire wallon liégeois-français de Jean HAUST (\*) où l'on trouve l'exclamation «C'est la France !» qui signifie «C'est juste ce qu'il faut ! Ça va marcher !». Et ce n'est pas tout : à l'adjectif wallon «francès», l'auteur mentionne le dicton populaire «Nos estans francès» qu'il traduit par «Nous sommes sauvés, hors du mauvais pas».

Quand on découvre que la première édition de ce dictionnaire a paru en 1933 et que, pour le rédiger, l'auteur a étudié les variantes du dialecte liégeois pendant plus de quarante ans, on se rend compte que le rôle de grand voi-

sin bienfaiteur reconnu à la France par les Liégeois — de même que, sans aucun doute, par la majorité des autres Wallons — ne date pas d'hier... Les observations faites par nos ancêtres aux XIXe et XXe siècle auraient-elles subitement perdu de leur pertinence au XXIe siècle ?

Pour situer l'importance linguistique mais aussi ethnologique du monumental dictionnaire illustré de Jean HAUST (735 pages), plusieurs fois réédité depuis sa parution, il nous semble indiqué de citer ici quelques lignes de son introduction.

*«En rédigeant le Dictionnaire Liégeois, j'ai tâché d'écrire un ouvrage à la fois pratique et scientifique, qui ne fût pas seulement un lexique dialectal, mais une petite encyclopédie, une "somme" de la vie liégeoise expliquant en détail les choses désignées par les mots : coutumes surannées, types locaux, métiers et instruments, ustensiles, mesures et*

*jouets, gestes et rites, en un mot tout ce qui caractérise le milieu liégeois, tout ce que le modernisme nivelle et altère de jour en jour. Un vocabulaire est un témoin précieux du passé et du présent d'un peuple ; il exprime une conception de la vie, une mentalité, des habitudes particulières. Tout ce qui présente de l'intérêt à ce point de vue, je l'ai recueilli minutieusement : bouts de phrases saisis dans la conversation, proverbes, enfantines et devinettes, jeux de mots, plaisanteries et même injures stéréotypées. Le lecteur y trouvera sans peine la matière d'une étude curieuse sur le tour d'esprit des gens de chez nous, optimiste et bon enfant, positif et sentencieux, narquois et frondeur, sarcastique et nullement bégueule».* ■

Oculus

(\*) Jean HAUST (Verviers 1868-1946) : dialectologue, professeur à l'université de Liège, il s'intéressa à la langue wallonne à propos de laquelle on lui doit de nombreuses publications.

## Des Belges au Pays du Cèdre



Au début d'août, on apprenait que les ministres des Affaires étrangères et de la Défense, MM. De Gucht et Flahaut, étaient d'accord pour l'envoi d'un détachement de l'ABL (Armée belge/*Belgisch Leger*) qui ferait partie d'une force internationale au Liban.

Comme tous les autres Européens d'ailleurs, nos deux Excellences attendront que la paix soit revenue afin d'assurer un maximum de sécurité à nos troupiers. Sage précaution en effet.

M. Flahaut a déclaré à la presse préférer voir l'ONU chapeauter l'affaire et non l'OTAN, perçue comme trop américaine dans tout le Moyen-Orient.

## Note sur les noms de famille par Jacques LIÉNARD



Cette plaquette illustrée de 70 pages retrace l'origine des noms, leur évolution et les étapes de leur enregistrement en Wallonie. Prix: 5€ (frais de port compris) à verser sur le compte de *Wallonie-France* 068-2271983-76 à 4130 Tilff. (vendue au bénéfice du périodique)

## DES GOÛTS ET DES COULEURS

## Le Roman de Chambord

par Xavier Patier

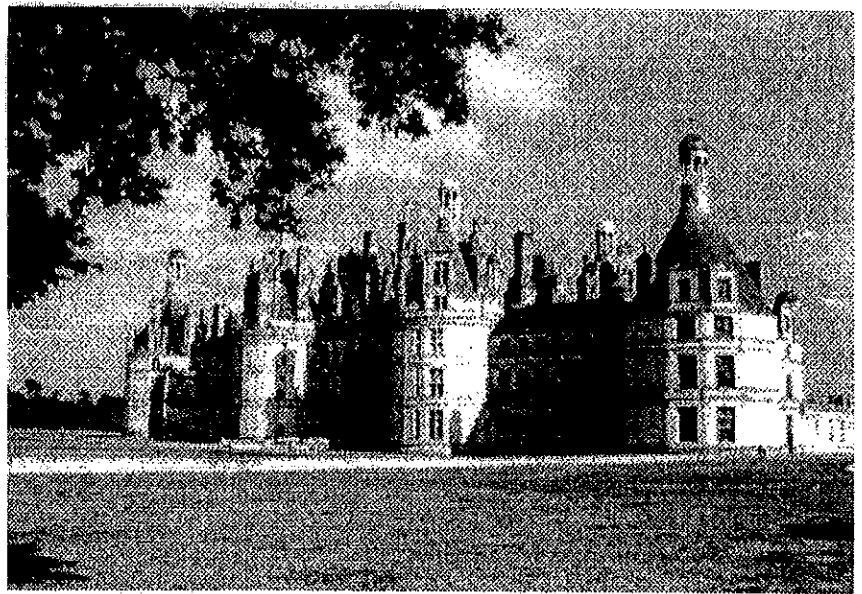
Vladimir Fedorovski dirige aux éditions du Rocher la collection *Le Roman des lieux magiques*. *Le Roman de Chambord* de Xavier Patier en est le dernier paru.

Si vous n'avez pas eu la chance de remonter, un matin d'automne, la rive droite de la Loire, entre Angers et Tours, vous ne pouvez imaginer la beauté et le mystère du dernier fleuve sauvage d'Europe, que la brume libère peu à peu aux premières heures du jour.

La lumière, les couleurs, le miroir étincelant des eaux, tantôt calmes, tantôt inquiétantes, les plages de sable blanc, tout contribue à faire de ce spectacle quelque chose d'unique et d'irréel.

Le château de Chambord se trouve à deux pas de cette vallée magique, à quelques kilomètres au sud de la Loire. Il est posé là depuis cinq siècles. Il vous racontera toute une Histoire de France de François Ier à... Michel Charasse !

Chambord est resté ce qu'il a toujours été, un pavillon de chasse



qui a pris de l'ampleur grâce au génie de Léonard de Vinci.

Ne doit-on pas au maître italien la conception du grand escalier à double révolution qui constitue la gloire de cet ouvrage ?

Mais Chambord, dont les toits, hérissés de ses magnifiques cheminées de fées, n'ont cessé au cours du temps d'héberger rois et empereurs, est devenu propriété de l'État en 1932. À ce titre, certains élus voulurent en faire un lieu de chasse pour notables républicains et défila ainsi tout ce que la quatrième et cinquième

République compta de meilleurs fusils.

Rassurez-vous, le Président Chirac, n'étant pas chasseur, supprima les chasses présidentielles et c'est en toute quiétude que vous pourrez parcourir à pied ou en carriole les quelques mille six cents hectares du domaine.

Et si vous ne pouvez vous y rendre, *Le Roman de Chambord* vous emportera dans ce décor unique où gambadent en toute liberté biches et sangliers. ■

Edwine Fastrez

---

***“Ne soyez ni obstinés dans le maintien de ce qui s'écroule, ni trop pressés dans l'établissement de ce qui semble s'annoncer”,***  
disait Benjamin Constant.

Deux phrases que l'on dirait écrites d'une manière prémonitoire :  
la première pour les Wallons et, la seconde à l'intention des Flamands.  
A moins que en 2007, la Flandre n'accélère...

---

**Wallonie-France est la seule revue d'information et de réflexion pluraliste qui prône le retour de la Wallonie dans la République française**

---



## **Élections provinciales du 8 octobre 2006**

Le RASSEMBLEMENT WALLONIE-FRANCE (RWF) présente des candidats dans toutes les provinces wallonnes.

**N.B. :** Nous ne reprenons ici que le premier et le dernier candidats de chaque liste.

### **PROVINCE DE BRABANT WALLON**

District de Wavre :

Laurent Brogniet — Michel Meurant

District de Nivelles :

Claude Thayse — Joël Goffin

### **PROVINCE DE HAINAUT**

**Arrondissement d'Ath**

District d'Ath :

Jean-Pierre Hellin-Robert — Xavier Jacque

**Arrondissement de Charleroi**

District de Charleroi :

Claire Molinghen — Jean Grenier

District de Châtelet :

Véronique Mazy — Jean-Pierre Derbaudrenghien

District de Fontaine-l'Évêque :

Jean-Paul Conrardy — Muriel Arauxo

**Arrondissement de Mons**

District de Mons :

Edwine Levecq-Fastrez — Armand Poulet

District de Boussu :

Léon Chevallier — Freddy Normain

District de Dour :

Yves Leblanc — Jean Van Lierde

**Arrondissement de Mouscron**

District de Mouscron :

Sandra Delacroix — Olivier Dubray

**Arrondissement de Soignies**

District de Soignies :

Max Hasselin — Michel Maurage

District de La Louvière :

Guy Piérard — Éric Pletinckx

**Arrondissement de Thuin**

District de Thuin :

Thierry Derbaudrenghien - Rudy Roger

District de Binche :

Willy Saintenoy — Jean-Louis Gravis

**Arrondissement de Tournai**

District de Tournai :

André Delhaie — Jean-Noël Marquebreucq

District de Péruwelz :

Mme Vessié — Josine Roos

### **PROVINCE DE LIÈGE**

**Arrondissement de Liège**

District de Liège :

Paul-Henry Gendebien — François Perin

District de Fléron :

Paul Durieux — Georges Régibeau

District de Herstal :

Liliane Dehaybe — Christopher Marchot

District de Saint-Nicolas :

Pierre Hupet — Joseph Smiejkowski

District de Seraing :

Yves Pierlot — Georges Charles

District de Visé :

Jean-Alexis D'Heur — Claude Mathurin

**Arrondissement de Huy**

District de Huy :

Marlann Gaspar-Lameere — Miette Lovens

**Arrondissement de Verviers**

District de Verviers :

Céline Tournai — Jean-Marie Dedoyard

District de Dison :

Éric Henrard — Clément Collard

District de Spa :

John Erier — Claude Henrard

**Arrondissement de Waremme**

District de Waremme :

Estelle Gendebien-De Smet — Jacques Delvaux

### **PROVINCE DE NAMUR**

**Arrondissement de Namur**

District de Namur :

Raymond Noterdaem — Brigitte Demoulin

District de Fosses-la-Ville :

Simon Claisse — Stéphanie Rosseeuw

**Arrondissement de Dinant**

District de Dinant :

Michel Martens

**Arrondissement de Philippeville**

District de Philippeville :

Gérard Froidthier

District de Florenne :

Pol Bossart

### **PROVINCE DE LUXEMBOURG**

**Arrondissement d'Arlon**

District d'Arlon :

René Herman — Mathieu Gendebien

**Arrondissement de Neufchâteau :**

District de Bouillon :

Serge Raekelboom — David André

**Arrondissement de Virton**

District de Virton :

Geneviève Jossart — Francine Ren

District de Florenville :

Nadia Naviaux — Laurence Fontaine



## Antimanuel d'économie

par Bernard Maris (1)

*The Market*, le Marché ! Il est partout. Tour à tour, grâce à sa "main invisible", il est boursier, monétaire, spéculatif, concurrentiel, autorégulateur et même, paraît-il, bienfaisant. Tout-puissant, le marché est devenu une religion de salut avec ses croyants fanatiques et ses prêtres : les économistes. Allons, direz-vous, pas d'ironie facile ! Ne sait-on pas que l'économie est chose sérieuse. N'est-elle pas une science exacte, puisque, comme la physique, elle calcule, quantifie, théorise. Et, mieux encore, la "science économique" organise tout, "rationnellement", pour le plus grand bonheur de tous les Terriens.



Eh bien ! il vous faudra déchanter lorsque vous aurez lu le livre de "l'Oncle Bernard", lui-même économiste (2). L'ouvrage est décapant et il dérangera — espérons-le ! — les sectateurs du Saint Marché mondialisé, petits et grands : ceux du FMI, de l'OCDE, de la Banque centrale européenne, sans oublier les boursicotiers de tout poil ; bref, tous les adorateurs du Veau d'Or ligüés vertueusement contre les "partageux", ces infâmes attardés encore imprégnés de morale.

Ainsi l'économie (du grec *oikos nomos*, c'est-à-dire la gestion de la maison) ne serait pas une science au sens strict, mais serait

une formidable machine à produire «des théories économiques qui consistent à dire, avec quelques kilos d'équations et un jargon incompréhensible pour 99 % des économistes professionnels eux-mêmes, ce qu'on raconte au café du commerce » (p.13). Et c'est «Jacques Attali, grand économiste s'il en est, (qui) définit un économiste comme celui qui est toujours capable d'expliquer magistralement le lendemain pourquoi il s'est trompé la veille ». Appelons encore à la barre l'Américain John K. Arrow (Nobel 1972) (3) qui ironisait : «Demander à un économiste de prévoir avec précision le prix de l'énergie à la fin de l'année revient à demander à un spécialiste de l'évolution quelle est la prochaine espèce qui va évoluer »(p.113).

Alors, les économistes sont-ils des truqueurs, sorte de modernes Diafoirus qui auraient troqué l'ample manteau du médocastre contre le sévère costard trois pièces ? Tous non, la plupart oui. Parce qu'ils sont coulés dans le même moule libéral, ils servent docilement le système qui les nourrit. Le problème est là ! Quelques figures rebelles émergent cependant, tels le Britannique John Maynard Keynes (1883-1946) qui recommandait la modestie dans la recherche des solutions globales (notamment de l'emploi grâce à l'intervention de l'État); le Français Jacques Duboin (1878-1976), trop peu connu, et son économie distributive; l'Américain John Kenneth Galbraith (1908-2006) qui, outré par les scandales financiers à répétition (4), disait dans son dernier ouvrage *Les mensonges de l'économie* : «Le choix d'économie de marché pour remplacer avantageusement capitalisme n'est qu'un voile d'absurdité trompeur jeté sur la réalité profonde de l'entreprise.». Schumpeter, Sti-

glitz, Sapir, d'autres encore ont douté de la perfection de leur "science".

Pour B. Maris qui s'appuie sur des études pointues (J. K. Arrow, Amartya Sen), «devant l'impossibilité de tirer une logique économique collective à partir des choix individuels, c'est au politique de trancher» en matière sociale notamment. Or, effet pervers de la mondialisation, l'État-nation peut de moins en moins exercer «sa fonction de protection des plus faibles, ceux qui ne vivent que de leur travail» (p.158). L'État-providence se meurt ! Vive donc les fonds de pension ! Oui mais, obsédés par la rentabilité immédiate, ceux-ci poussent sans relâche les entreprises, dont ils détiennent les actions, à "flexibiliser" le travail, à licencier les salariés et à délocaliser. Bref, les fonds de pension contribuent à l'appauvrissement sans se rendre compte (?!) que, «sans le travail, le capital est peu de chose» (p.246). Magnifique progrès social s'il en est !

Le lecteur aura compris ici l'absurdité de la politique ultralibérale menée par l'Union européenne, et de «toute la politique des nations du Nord (et du Sud, d'ailleurs, avec l'intervention des pompiers pyromanes du FMI)» (p. 122).

Le chapitre 11 de l'*Antimanuel* expose des solutions alternatives, bouffées d'oxygène bienvenues dans un monde pollué par l'Argent. À "l'honnête homme" de les découvrir ! Mais, pour appliquer ces solutions novatrices, l'économiste devra contribuer, avec une grande modestie, à la résolution de la question essentielle : celle du PARTAGE, et non rester au service exclusif de la concurrence, source incessante de gaspillages, de guerres et de violences — voyez la situation du monde ! «La concurrence tire la société

vers le bas, tandis que l'altruisme la tire vers le haut» (p.135). L'altruisme, justement !

La conclusion est claire : pour assurer sa survie, l'homme devra donc acquérir un peu (plus) de raison et de sens moral. Mais voilà, *Homo sapiens sapiens* est-il perfectible ? On peut toujours le croire et y travailler. Merci, Tonton Bernard.

J. L.

(1) Paris, éd. Bréal, 2005, 360 pp.

(2) Sous ce pseudonyme, Bernard Maris tient la chronique économique dans *Charlie Hebdo*.

(3) Il ne faut pas confondre le Prix Nobel décerné par la Fondation d'Alfred Nobel à des scientifiques de haut vol, avec le Nobel d'économie, offert par la banque de Suède.

(4) Lire le récit de la faillite, aussi célèbre que scandaleuse, d'Enron en 2001, obligeant des centaines de milliers de pensionnés américains à reprendre le boulot à 70 ans (p.184 et sv.).



## Pour le Roi, le Liban est un non-événement

Le Roi a réservé les trois premières minutes de son allocution de la "fête nationale" à l'expression de sa «*chaleureuse sympathie aux familles qui furent si durement frappées*» par les violences criminelles devenues récurrentes ces derniers temps en Belgique, tout en estimant «*indispensable de replacer au premier plan les Valeurs de base de la famille (et) de la solidarité attentive...*» !

Ensuite, mise à part cette petite considération obligée mais si peu concrétisée dans le contexte dramatique de l'actualité, le reste du discours fut réservé uniquement à la politique scientifique en Bel-

gique dans le cadre européen. Durée totale de l'intervention royale : un petit quart d'heure, y compris les deux brabançonnes à titre de prologue et d'épilogue de circonstance. Sans oublier une courte apologie de son ancêtre Léopold Ier dont on n'a rien à f... aujourd'hui. Un peu de modestie, Sire, votre ancêtre allemand, faut-il vous le rappeler, n'a pas inventé la Belgique. C'est plutôt les Belges qui, sous la pression internationale des cours européennes, lui ont offert cet emploi durable à leurs dépens. Et aujourd'hui, que seriez-vous sans cette condition héréditaire de votre fonction royale ?

Selon ce monarque déphasé, la politique scientifique préconisée serait censée résoudre à elle seule le problème de l'emploi des jeunes Belges. Mais de quels jeunes s'agit-il, à part ceux qui peuvent entrer à l'université dans les facultés de hautes technologies scientifiques ? Par contre, que prévoit le Roi pour l'immense majorité des jeunes confrontés depuis des années à un chômage endémique ? Il est vrai que, dans la perspective monarchique, ceux-ci peuvent difficilement se situer parmi cette classe de vicomtes, barons et autres chevaliers appelés à meubler la panoplie des fidèles courtisans. Car, notons-le au passage, il n'est pas superflu de replacer ce curieux discours, aseptisé et soporifique, dans le contexte de cette stratégie de palais. Comme chaque année à cette saison, les traditionnelles faveurs nobiliaires sont octroyées par le Roi à ce panel de candidats courtisans toutes catégories (...)

Nous aurons été nombreux à attendre que le Roi descende quelques marches de son trône vermoulu pour nous parler du Proche-Orient et plus particulièrement de ce pauvre Liban violé et

massacré. De ce Liban où se perpétue un massacre de populations civiles innocentes ; de cette "guerre des fous" ainsi que l'a qualifiée René Backmann dans *Le Nouvel Observateur* (20.07.06). Une guerre de déments où s'affrontent deux terrorismes : un terrorisme d'État, celui de *Tsahal* contre le terrorisme du *Hezbollah* prenant tous deux en otage les populations libanaises. Une fois de plus, la violence des armes a été préférée au dialogue et à la justice, en violation flagrante de la Charte des Nations Unies.

(...) Oui, c'est en vain que nous avons attendu une parole vraie du "Roi des Belges" à ce sujet. Hélas ! il semble que, comme ses piètres conseillers civils et militaires, il soit bien incapable de transcender la fonction de chef d'État. Il se cantonne à la "politique scientifique belge" et aux missions commerciales d'un prince candidat héréditaire à un trône devenu obsolète. Le chef de l'État belge, qui se verra bientôt amputé d'une Flandre autonome, continuera-t-il à endormir les consciences de son peuple, face à la réalité d'un environnement international de plus en plus explosif ? Une espèce d'autruche royale ?

Paul Piret, dans un éditio de *La Libre Belgique* (22.07.06), constatait, lui aussi, le non-dit royal : «*Pas un mot sur la guerre israélo-libanaise qui éprouve décidément toute la peine du monde à mobiliser les consciences enfouies dans la torpeur de l'été*». De son côté, son collègue Luc Delfosse remarquait le même jour dans *Le Soir* : «*... on a sottement rêvé que le Roi, transcendant son rôle de Chef de l'État, brise le silence honteux de la plupart des palais et des chancelleries. Pour y aller*

>>>

de quelques mots de simple humanité à l'égard du Liban éventré par une guerre de déments».

À ce jour, c'est au moins un millier de Belges qui ont été rapatriés en urgence par les soins des ministères de la Défense nationale et des Affaires étrangères (ndlr : et des navires français !). Sans compter quelques centaines de ressortissants de dix pays diffé-

rents. Pour le Palais, il ne se passe rien au Liban et donc aucun Belge ne serait concerné par ce drame humanitaire. Le Roi reste muet... comme le portrait de son trisaïeul affiché en arrière-plan lors de son allocution.

(...) En conclusion, face à ces graves carences royales, ne serait-il pas temps que le Roi abdique ? Non pas en faveur, une fois de

plus, de sa progéniture, mais en faveur d'un Conseil de Régence civile, démocratiquement désigné par le Parlement et qui aurait pour mission de préparer la République avec ce qui restera bientôt de la Belgique. Une anticipation urgente et lucide pour notre avenir commun.

Willy Colette,  
Namur, le 26 juillet 2006

## À propos de la Flandre gallicane

Dans ses "Échos de Flandre" (W-F., mai-juin 06, p. 27), Joël Goffin relate comment une partie du département du Nord tente de faire revivre l'identité flamande.

De son côté, G. Boreux (WL, mars-avril 06, p.13), souligne qu'une campagne est orchestrée dans le même département pour encourager l'étude du néerlandais. Et on se souviendra qu'à Lille, il y a déjà quelque temps, des étudiants avaient placardé sur les murs de la ville: «Autonomie pour les Pays-Bas français !»

deux énormes autocollants au Lion de Flandre !

La propagande se répand ... jusqu'aux Alpes, même en patois west-flandrien, comme le montre la reproduction ci-dessus d'un de ces autocollants ("emprunté" pour la circonstance).

Décidément, on n'a pas fini d'entendre parler des "Flamands de France".

\* \* \*

## Liège rattachée à la France : lapsus ou anticipation ?

Jeudi 29 juin, 07 heures 50, sur France Bleu Provence, une journaliste énonce les nouvelles. Parmi celles-ci, la tragique affaire des fillettes disparues: (...) « on a retrouvé leurs corps; sans attendre l'autopsie, le PROCUREUR DE LA RÉPUBLIQUE de Liège déclare qu'il s'agit d'un assassinat » Pas très bien réveillée, la présentatrice, ou lapsus prémonitoire ? N'était l'horreur de cette macabre affaire, on en rirait.

À quand la confirmation ?! ...

Roland Ferrier  
(Alpes Maritimes)

## Une ambassade à Liège ?

(suite et fin de la p. 10)

Mystère éclairci ! La plaque noire aux lettres d'or est... une œuvre d'art (?), comme le signale une affichette collée sur la façade. La plaque est due à une artiste flamande, Jef Geys, né à Bourg-Léopold en 1934.

« Son travail, nous explique-t-on, constitue un pont entre la réalité de tous les jours et une réflexion sur les normes. Beaucoup de ses travaux apparaissent comme une intention de montrer à quel point la société perçoit la nature ».

Nous voici donc éclairés (?) et rassurés sur les intentions de Jef qui, par ailleurs, se prend pour le « représentant de la Flandre en Wallonie ».

Alors, simple canular, provocation ou œuvre d'anticipation ?



Mais quelle ne fut pas ma surprise de voir, récemment, dans les Alpes maritimes, sur le pare-chocs arrière d'une voiture (pourtant immatriculée dans ce département),

## Baballe Boubouille



On voudrait parfois être snob. Nier la réalité. Mais comment ne pas évoquer ce Mondial 2006 ? Dans *Charlie Hebdo* (Tout ce que vous avez raté 12-19.07.06), Cavanaugh se fait le porte-parole des réfractaires : « Mes pauvres amis! On fait vraiment de vous ce qu'on veut! Qui, on? Oh, un de ceux-là, vous savez... De ceux qui décident.

*De ceux qui disent "On va les faire s'emballer pour ceci, pour cela. Ces cons-là vont marcher comme un seul cornichon, d'un bout à l'autre de la planète, à fond la caisse, pétants d'enthousiasme, prêts à s'entrégorger pour un penalty, qu'est-ce qu'on se marre, nous autres!"*

*Là, c'était le football. "Ils" vous ont maintenu la tête dans le foot tant qu'ils ont voulu. Il n'y avait partout que football, pur football, exaltation du football, divinisation des archanges du football, rien d'autre que le football dans les quotidiens, les hebdomadaires, la télé, la radio, écrans géants partout, football, football, football... Rien d'autre, rien.*

*Or, pendant ce temps, la Terre tournait Football ou pas. Tournait. Des choses arrivaient. Comme si de rien. Je vous assure. Ca vous épate? Vous n'avez rien vu. Vous aviez la tête dans le sac. Dans le sac marqué "Football". Il faut quand même que vous sachiez. Ou bien peut-être que vous vous en foutez? Le tour de France a pris le relais, vous avez plongé la tête dans ce sac-là, vous vibrez pour d'autres mollets, vous vous préparez à hurler pour d'autres triomphes? Qu'est-ce qu'ils se marrent, les gros farceurs. Même Ségolène était effacée. Disparue des "unes" au profit de Zidane. Ségolène, vous vous rendez compte ? À la rigueur une petite photo noir et blanc à côté de l'horoscope, une demi-minute de micro en queue d'infos sur Arte... Misère! Pour conjurer le désastre, elle s'est mise au football. Elle commence même à savoir quels sont les buts d'en face. Hélas, trop tard : maintenant, c'est le vélo. Sans se décourager, elle entreprend d'apprendre à monter à bicyclette. Hollande lui tient la selle. Courageuse petite bête.»*

**L**e 14 juillet dans *Libé*, Daniel Schneidermann, s'en prend carrément à l'icône nationale : « *Saint Zidane a tapé : tout est choc, dans cette image de coup de boule. Quelle aubaine pour la grande machine à émotions! (...)* Choc entre cette image brute

et brutale, et l'image habituelle de Zidane, patiemment fabriquée par des années de druckerisation, le Sage, l'homme de cœur, l'engagé humanitaire aux côtés des enfants malades. Choc de l'abîme qui s'ouvre sous le Panthéon promis. Tout est choc, et les premières réactions de la France en état de choc révèlent l'inconscient d'une nation. Emballée dans sa zidanolâtrie. Axiome premier et unique : Zidane est bon, Zidane est humble, Zidane est simple. Tellement simple que, c'est bien simple, ses quatorze cartons rouges précédents, tout le monde les avait oubliés. Il faut donc faire entrer la réaction de petite frappe dans les gentils pointillés. (...) Donc, lumineux, le coup de boule, forcément lumineux. Ô beauté durassienne de la transgression. Ô lumineuse liberté de l'Homme qui, dans une rébellion de génie, échappe à la statufication programmée! Ô retour aux sources de l'enfance magnifique dans les "quartiers", cette fabuleuse école de vie! Ô Rosebud caché quelque part dans le paysage, mais que fait donc Orson Welles? Mais qu'attendent donc les Rodin d'aujourd'hui pour sculpter le coup de boule de ce Balzac des stades?

Ensuite, excuser. (...) Et les sondages? Que disent les sondages? Vite! Un sondage! Le voici, tout chaud : les Français pardonnent. Re-ouff! On est à l'unisson. (...) Et surtout, voici enfin l'accusé principal. Quelles formules sataniques a bien pu proférer l'ignoble, le fourbe, le sournois Materazzi (envoyez les infâmes rétrospectives), honte du football mondial pour faire perdre au Héros ses nerfs d'acier? La parole, sur toutes les ondes, est aux "spécialistes de la lecture labiale". Lesquels, comme il sied à des experts, sont en désaccord. Guerre des hypothèses à la Une. Ce sont les quotidiens anglais qui tirent les premiers. Sur les lèvres de Materazzi, le *Daily Mirror* embrasse large : "Vous méritez tous ça, enculés de musulmans, fils de pute terroristes." *The Times*, lui, a fait appel à Jessica Rees, "experte la plus reconnue en la matière au Royaume-Uni" et "première étudiante totalement sourde à avoir été admise à l'université d'Oxford". (...) Mardi matin, le président de SOS Racisme réclame des sanctions à la radio, alors qu'on ne sait encore rien. Le président algérien, la Mosquée de Paris, ont déjà pris leur ticket pour la mobilisation mondiale antiraciste. Formidable tenaille, autour de l'Emblème insulté, des défenseurs du bleu-blanc-rouge et de ceux du Blacks-Blancs-Beurs (...). Peu importe. "Zidane il a tapé" promet d'être le tube de l'été.

**P**oursuivons dans le vedettariat et avec la saga Royal. *Le Monde* (12.07.06) révèle que « les magazines people ouvrent une brèche dans la vie >>>

privée des personnalités politiques. Les responsables politiques intéressent la presse people. Cette semaine, les magazines Closer et VSD ont publié des photos volées de Ségolène Royal en maillot de bain accompagnée de son compagnon François Hollande. Pour les paparazzi, s'est ouvert un nouveau marché, beaucoup moins lucratif que celui des stars de l'écran, mais, jusqu'à très récemment, tabou en France».

**P**assons à Londres et aux menaces terroristes. Dans l'éditorial du Monde (*Menaces et défis*, 12.08.06), on lit : «Même si de nouveaux attentats ont été évités, ceux qui les ont imaginés ont atteint un de leurs objectifs : peser sur la vie quotidienne des Occidentaux, être toujours présents dans leur esprit. (...) Enfin, après les explosions meurtrières de Londres, le 7 juillet 2005, pour la deuxième fois en un peu plus d'un an, des citoyens britanniques sont impliqués dans les projets d'attentats-suicides au nom de l'islam. Cela montre que les partisans du Djihad sont présents au cœur de l'Europe, et que la force de l'islamisme fanatique peut être plus forte que celle du "modèle" anglais d'intégration, considéré comme l'un des plus efficaces».

**C**oncluons par une note fleur bleue : une rafarade pêchée dans Libé (01.08.06) : «Jean-Pierre Raffarin a déploré, hier sur RTL, que "la politique ne parle pas assez d'amour". Se référant à la chanson de Johnny Hallyday (*Que je t'aime*) "le plus grand de tous les messages", il a regretté que les politiques évoquent trop rarement "cette relation avec les autres qui est au cœur même de notre société".» Hélas ! il y a loin de la coupe aux lèvres !

Claudio OPASSICH



**COUP DE BOULE HISTORIQUE**



## ÉCHOS DE FLANDRE

Août 2006

**Des Flamands  
parlent  
aux Flamands**

Joël Goffin

**L**a classe politique flamande démocratique n'est jamais la dernière à semer la confusion dans les esprits. La revue nationaliste de gauche *Meervoud* (06-2006) a répercuté les propos inquiétants de la ministre flamande CD&V de la Santé Inge Vervotte, une ancienne syndicaliste. À la question de savoir si le *Belang* était indirectement responsable du double crime d'Anvers, elle a répondu : «Cela dépend de la personne du *Belang* que tu as en face de toi. C'est pourquoi je trouve que cette question n'est pas évidente. Si les militants du *Belang* dressent les gens les uns contre les autres, alors, je dis : "Oui, ils en sont responsables". S'ils représentent une canalisation du mécontentement et un appel à affronter les problèmes, je réponds "non". Voilà la différence» Et d'ajouter : «Je ne peux que constater que le *Vlaams Belang* fait du bon travail à la Commission de la Santé (...) Ils disposent d'une connaissance de terrain. Je me rends compte que nous tombons souvent d'accord à l'issue d'un débat mené en profondeur et dans la sérénité. Je n'y entends pas de déclarations populistes. Je mentirais si je disais autre chose».

**S**téfan Huysentruit (*De Tijd*, 07.07.06) estime que Norbert De Batseller, le Président sortant du Parlement flamand, a donné un bien mauvais signal à la population en acceptant la charge plantureuse de Directeur de la Banque Nationale. Tout en continuant à percevoir ses émoluments liés à son mandat de député. Le comble ? Norbert n'aurait accepté de quitter le perchoir qu'à la condition d'être "recasé". Voilà qui est fait ! Le journaliste note d'autre part que ce bon Flamand, partisan d'une autonomie accrue de sa région, et signataire d'un manifeste progressiste, *Sienjaal*, va occuper un des postes les plus prestigieux de l'establishment belge.

**R**ik Van Cauwelaert (*Knack*, 02.08.06) s'étend sur la crise qui couve au SP-A. En cause, fin juin, la menace de démission du ministre flamand de >>>



l'Emploi et de l'Enseignement Frank Vandebroucke. Il ne supporte pas que le Fédéral prenne en charge le coût de la prime de rentrée scolaire, en réalité un cadeau électoral, tout en négligeant le problème des pensions lié au vieillissement de la population, bien plus pressant. À ses yeux, une Communauté française désargentée contraindrait le PS à présenter la note de son "retour du cœur" au gouvernement fédéral, c'est-à-dire à la Flandre, la région la plus riche. Ce qui reviendrait à un nouveau transfert déguisé du Nord vers le Sud. Vandebroucke pourrait bien avoir raison en 2007 lorsque le gouvernement fédéral constatera sa propre insolvabilité, faute de l'apport financier des communautés. À noter que le SP-A est également en butte à une dissidence sur son flanc gauche. Le sigle *Links* vient de faire son apparition sur l'échiquier politique.

L'appel de Fons Borginon (*Nieuwsblad*, 17.07.06), chef du groupe VLD à la Chambre, à former un "*Vlaams Front*", lui a valu une volée de critiques des autres partis flamands. Plus que jamais, le parti de Verhofstadt est victime d'un... cordon sanitaire dans le sérail politique flamand. On lui reproche essentiellement la débâcle de BHV et son refus solitaire de revendiquer la régionalisation de la politique de l'emploi. Se voir traiter de mauvais Flamand, Borginon, dernier président de la *Volksunie*, doit la trouver bien saumâtre.

Le meurtre d'un passager roué de coups par une bande de jeunes allochtones dans un autobus *De Lijn* a secoué la Métropole. Lex Molenaar (*Gazet van Antwerpen*, 27.06.06) résume le sentiment des Flamands : "Un certain nombre de jeunes à Anvers ne connaît plus la différence entre le bien et le mal. En bande, ils n'ont plus le moindre respect pour les autres et sont prêts à tout. Leur mentalité est pervertie et pour remédier à cette situation, il n'existe que des méthodes radicales."

Paul Geudens (*Gazet van Antwerpen*, 18.07.06) dénonce l'irresponsabilité de la ministre Onkelinx dans les dossiers Erdal, Murat Kaplan et l'affaire Stacy et Nathalie. Il se demande si la ministre est vraiment apte à exercer ses fonctions. Peter Vandermeersch (*Standaard*, 18.07.06) pense que le VLD paiera la note au moment des élections pour avoir couvert les errements de la première socialiste au sein du gouvernement Verhofstadt. Le courrier des lecteurs des grands quotidiens flamands renvoient largement ce sentiment d'indignation qui parcourt le nord du pays. En résumé : "Combien de fautes Laurette Onkelinx peut-elle se permettre ? Et com-

bien de victimes devront encore tomber à cause de son laxisme ?". On peut se demander si un sordide fait divers — la goutte qui fait déborder le vase — n'aura pas un triste soir la peau de Breughellande.

*De Tijd* (08.08.06) fustige le coûteux ouvrage de Strépy-Bracquenies dont le savant mécanisme recèle pourtant un vice de conception. Selon le quotidien financier, il s'agirait d'un dossier typiquement belge : en 1982, en échange du développement du port de Zeebrugge, la Wallonie a exigé un joujou qui se révèle au bout du compte somptuaire. On se souvient que, lors d'une manifestation ludique, la NVA en avait fait le symbole du gaspillage sudiste. À l'origine, le projet était évalué à 170 millions d'euros. Nous en sommes aujourd'hui à... 647 millions !

La crise des logements sociaux en Wallonie a interpellé la presse flamande. Le *Metro* flamand (26.06.06) a titré en manchette : «*La mauvaise gestion semble constituer la norme dans les sociétés de logements sociaux en Wallonie*». Le *Morgen* du même jour estime que «*le rapport d'audit pose une bombe sous le logement social en Wallonie. Celui-ci est chroniquement malade. L'enquête a mis en lumière que deux sociétés sur trois avaient de mauvaises pratiques, allant du remboursement tardif de garanties locatives au favoritisme dans l'attribution des logements et des contrats*». D'autres journaux évoquent également les salaires élevés des gestionnaires (?), la corruption et les factures trop élevées. Les Flamands s'étonnent que leurs voisins semblent parfaitement ignorer les règles d'une saine concurrence. Et de pointer du doigt le monopole du PS qui a gangrené toute la société wallonne, rebaptisée "Belgarie" dans les fumoirs des chancelleries.

J'ai déjà eu l'occasion de l'écrire dans cette rubrique : l'élite des Pays-Bas, moins frileuse que d'autres voisins, ne se fait pas beaucoup d'illusions sur l'avenir de la Belgique. comme ce Carl Huybrechts, présentateur de l'émission *Zomeravondcafé* proclamant que la Belgique est un État artificiel et que la Flandre ferait mieux de prendre rapidement son indépendance. Il s'étonne également de la connaissance aléatoire du néerlandais de Philippe, Mathilde et Laurent alors que la princesse Maxima des Pays-Bas, d'origine argentine, l'a appris à la vitesse de l'éclair. On se souviendra que, tout récemment, la reine Beatrix, en visite officielle à Bruxelles, a rappelé la nécessité, vitale pour la Belgique, d'une nouvelle réforme de l'État. La presse francophone s'est bien gardée de relever cette conviction qui va à l'encontre du discours d'Albert II de janvier dernier qui, >>>

en prêchant le *statu quo* institutionnel, avait choqué la Flandre unanime. Dans le même contexte, la presse flamande s'est déchaînée contre le prince Laurent qui connaîtrait des difficultés financières. Prenons par exemple la *Gazet van Antwerpen* (28.07.06) : «*Pour une famille flamande moyenne, une somme de 295.000 euros suffirait peut-être pour vivre royalement durant un ou cinq ans. Mais cela ne se passe pas ainsi si tu dois encore payer un parc de voitures flambant neuf, une école privée coûteuse pour ta fille et, en sus, du personnel d'entretien*»

**L**e *Knack* (09.08.06) a rendu un vibrant hommage à Hugo Schiltz qui vient de décéder. L'homme du Pacte d'Egmont constatait avec une pointe d'amertume qu'un mouvement flamand négligeant les grandes valeurs humanistes ne pouvait que se recroqueviller. Il déplorait également que le nationalisme flamand était une fois de plus tombé entre de mauvaises mains, celles du *Vlaams Belang*. Lors d'un de ses derniers grands entretiens, Hugo Schiltz a confié à *Trends* (04.12.03) : «*La Belgique constitue un boulet pour quiconque tend vers une gestion efficace. Maintenir une Belgique artificielle conduit à une perte de rendement, aussi bien pour la Flandre que pour la Wallonie. (...) La Justice, la Défense, la politique sociale et économique, ainsi que la diplomatie ne sont pas réformables parce que le Nord et le Sud raisonnent selon des schémas de pensée totalement différents*». Selon lui, la seule chance de survie de la Belgique résidait dans l'intégration européenne, une intégration dont il a eu le loisir d'entrevoir l'échec après l'enlisement du projet de Constitution.



## ÉPINGLÉ DANS LA PRESSE

### «Un regard flamand tranquille»

... a titré *La Libre* (20.06.06). Ce regard serein n'est pas, précise le journal, porté par un politique connu, mais par un simple bourgmestre flamand, aussi secrétaire de cabinet du ministre Kris Peeters (CD&V) : Ward Kennes.

Une opinion donc émise par un observateur désintéressé ? Difficile à croire.

En fait, notre homme ne fait que décliner une interminable liste de raisons qui creusent toujours plus le

fossé (l'abîme ?) entre le Nord et le Sud. Citons : la profonde frustration politique des Flamands remontant aux deux guerres mondiales, l'aigreur due à l'importance de la contribution financière de la Flandre au budget de l'État, l'irritation causée par la position incontournable du PS francophone au fédéral, sans oublier «*vols de nuit, chèques services, Kyoto, radars, mise au travail des chômeurs, intégration, drogues, dotation du Belang*». Il reste encore les problèmes posés par l'arrondissement Bruxelles-Hal-Vilvorde, par l'enseignement du français en périphérie bruxelloise, par le code flamand du logement, etc. Quant à vouloir élaborer une politique économique commune, cela relève du rêve, vu l'absence quasi totale de dialogue et d'échanges.

Alors, pourquoi la Belgique survit-elle ? se demande W. Kennes. Parce que il y a notamment «*la crainte devant le saut dans l'inconnu*», et la peur flamande de perdre Bruxelles, ajoutant cependant que la Belgique «*est en train de s'évaporer lentement*».

Lentement ? Sauf si l'ébullition augmente en 2007 !

### Allocation de rentrée

Il y avait beaucoup d'eau dans le gaz fédéral le 19 juillet. La raison : un Guy Verhofstadt (VLD) énervé par les demandes de certains de ses ministres qui le pressaient de faire un geste électoralement payant alors qu'il ne cherchait qu'à équilibrer son budget. Fallait-il octroyer une prime de rentrée scolaire sous forme d'un bonus aux allocations familiales ? L'idée avait été émise fin avril par Rudy Demotte (PS) mais il ne voulait l'appliquer qu'en 2007, sauf que la ministre flamande Freya Van den Bossche (SP.A), fort impatiente, parlait de 2006.

De son côté, le socialiste Frank Vandenbrouck, ministre de l'Enseignement flamand, s'y opposait durement affirmant que c'était aux différentes Communautés de régler l'affaire. Comprendons : nous, Flamands, nous pouvons aider les familles flamandes. Aux francophones de voir s'ils peuvent faire quelque chose pour les leurs ! Pas bête.

*In fine*, et sur fond de campagne électorale généralisée, les uns (les Flamands) et les autres (les francophones) s'accordaient pour offrir 70 euros aux ados (12-18 ans) et 50 euros aux écoliers. Jusqu'en 2007 toutefois. Après, le gouvernement suivant réexaminera la chose, s'il le peut, car on sera alors en pleine bagarre communautaire.

En attendant, le fédéral déboursa donc 87 millions d'euros pour les jeunes à quoi on ajoutera 57 millions pour relever le revenu des seniors pauvres. Merci pour eux et, si l'électeur se montre ingrat le 8 octobre, ce sera à désespérer de tout !

>>>

### Le pouvoir de la majorité

Le 14 juillet dans *La Libre*, M. Olivier Hubert, chercheur en sciences politiques (ULB), a tenu à réagir à l'interview d'Yves Leterme donnée au *Knack*. Une phrase du Premier flamand l'avait scandalisé : « 60 % des Belges sont néerlandophones et, dans une démocratie, le pouvoir de la majorité a des droits ».

Se basant sur Alexis de Tocqueville, le chercheur répliquait qu'aucune majorité, où et quand que ce soit, ne pouvait abuser de son pouvoir ou alors, de ce fait, elle niait la démocratie !

Cela est bien vu, mais, dans son désir latent de conserver la Belgique, M. Hubert n'a étudié qu'une chose : c'est que la Flandre, avec le madré Leterme à sa tête, prépare le confédéralisme.

M. Hubert le reconnaissait implicitement lorsqu'il terminait sa réponse par ces mots : « les Flamands ont le droit à l'autodétermination si cela est leur souhait ». N'en doutons pas, beaucoup y pensent.

D'ailleurs, déjà en décembre 2005, un sondage du *Stemmenkampioen*, publié par le *Laatste Nieuws*, révélait que 51 % des personnes interrogées voulaient l'indépendance de la Flandre.

### (Presque) plus de monarchistes...

L'excellente enquête du *Vif/L'Express* (30.06.06) est révélatrice du fossé qui s'est creusé au fil des ans depuis la Question royale de 1950 entre les mentalités flamande et wallonne.

À preuve, les différences de réactions aux questions de l'hebdomadaire. Épinglons quelques pourcentages : si les députés élus au Parlement wallon sont d'accord à 66,7% (tous partis confondus) pour que la monarchie ne fasse pas l'objet d'une nouvelle discussion, on voit que leurs collègues flamands verraient bien, à presque 69%, un débat s'ouvrir sur le sujet.

Mais que les élus socialistes wallons refusent toute discussion à 59,2%, voilà qui est simplement ahurissant !

À la question de savoir si « la monarchie est une institution dépassée (et qu)'à terme, elle devrait faire place à une république », il y a encore, tous partis mélangés, une majorité de représentants wallons opposés à un tel changement de régime, soit 66,7%, et ici encore, seuls 34,7% des socialistes se montrent partisans d'un système républicain.

Au Parlement flamand, c'est l'inverse : 69% ne refuseraient pas de chanter « La République nous appelle ». Une République belge ? Comprenons plutôt une République flamande.

### Un prince sur la paille ?

En dépit d'une dotation annuelle de 295.170 euros

(soit près de 12 millions de FB) et de l'usage gratuit d'une spacieuse villa — merci, l'État belge ! —, Son Altesse Royale Laurent de Belgique aurait des fins de mois difficiles. La presse en a fait ses choux gras à la fin de juillet, surtout la presse flamande, ce qui n'étonnera personne. Embarrassé, Monseigneur a toutefois démenti être en difficulté. En effet, ses 26.000 euros mensuels lui permettent d'assurer un minimum vital à sa petite famille.

Ouf ! Voilà qui va rassurer dans les chaumières de Wallonie « *ousqu'on aime bien le Prince qu'est si simpe, est-ce pas !* ».

### Le français dans le vent !

C'est d'Afrique du Sud que nous arrive la bonne nouvelle : le gouvernement de Pretoria, qui veut développer son réseau d'ambassades partout en Afrique, pousse à l'étude de la langue française.

Gens d'affaires, agents de la fonction publique, diplomates, tout le monde s'y met. L'Alliance française et l'Ambassade de France peinent à répondre à la demande de professeurs.

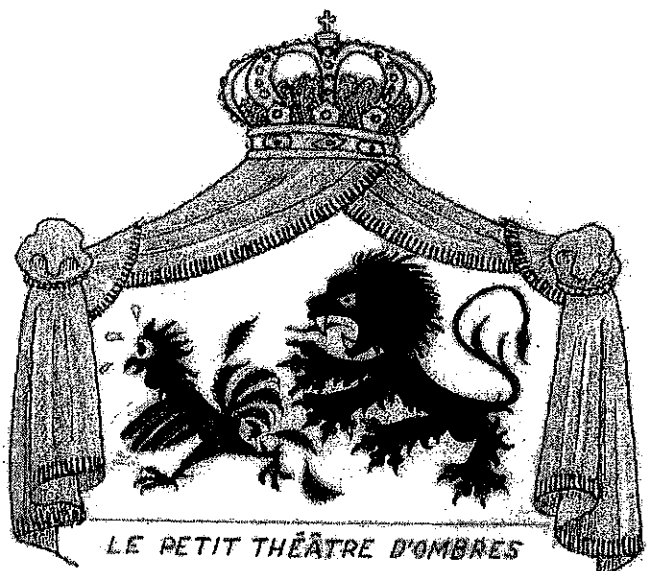
*Do you speak French ?* devient la question à la mode à Pretoria. Voilà qui ne fera pas plaisir à mère Flandre qui, lointaine parenté linguistique oblige, a signé des accords de partenariat avec la *Zuid-Afrika*.

Ô mânes de Paul Kruger !

Jacques Liénard

Solution du jeu de la p.16 :

1 B / 2 A / 3 A / 4 C / 5 A.



## Wallonie-France

### Rédaction:

49B, av. C. de Gerlache, 4000 Liège  
Tél. + fax: 04 253 26 47

**Rédacteur en chef:** Jacques LIÉNARD

### Secrétaire de rédaction:

Adrien LAURANT — tél. 085 51 25 52.

**Secrétaire adjoint:** Boris COUNE

### Composition et mise en page:

Monique WESMAEL

**Trésorier:** Jacques BONNIVERT  
tél. 04 388 20 90.

### Éditeur responsable:

Jacques-Yves CHARLIER,  
34, rue de la Baume,  
4470 St-Georges s/Meuse  
Tél. + fax: 04 275 36 20  
GSM: 0477 29 63 24.

### Correspondant en France:

Pierre MÉLOT, Le Barsac, 07230 Payzac  
Tél. 0033 (0) 4 75 39 99 32.

### Avec la collaboration de

Mme Edwine FASTREZ;  
MM. Pierre BERTRAND, CHANTECLER,  
Cédric CHOPIN, Jacques DEHAES,  
Marc DE MIDDELEER, Guy DENIS,  
Paul DURIEUX, Joël GOFFIN,  
Patrick HEUSCHEN, Pierre HUPET,  
Daniel JOZIC, Michel LEMMENS,  
Michel MARTENS, Pierre-René MÉLON,  
Pierre MÉLOT, OCULUS,  
Claudio OPASSICH, André PATRIS,  
Marc PHILIPPE, Georges RÉGIBEAU,  
Jacques ROGISSART, Eric SMETS,  
Marc SUTTOR, René SWENNEN.

### Sous le parrainage de

MM. Pierre BERTRAND,  
sénateur honoraire,  
Robert COLLIGNON,  
ancien président du Parlement wallon,  
Philippe DETROZ, professeur,  
Albert SALON,  
ancien ambassadeur de France  
président du Forum francophone  
international (FFI)  
et de l'Avenir de la langue française,  
Dr Jean-Pierre LEVECOQ, ancien député,  
André PATRIS, directeur honoraire de la  
Maison de la Francité,  
Roger PINON,  
professeur d'école normale e.r.,  
Me René SWENNEN, écrivain et avocat  
aux barreaux de Liège et de Paris.

## Partisans du retour de la Wallonie à la France, faites de votre position convaincue une attitude convaincante!

Deux formules sont à votre disposition pour propager cette solution d'avenir:

\* sur simple demande adressée au rédacteur en chef (coordonnées ci-contre), vous recevrez gratuitement d'anciens numéros de *Wallonie-France* (dans la limite des stocks encore disponibles).

\* vous pouvez vous abonner à l'essai (ou offrir un abonnement à un proche, un ami pour quelques mois à titre de cadeau). Il vous suffit de remplir le bulletin de commande ci-dessous (à détacher, photocopier ou recopier)

Je soussigné: .....  
rue ..... n° .....  
code postal. .... localité. ....

prie l'éditeur responsable de *Wallonie-France* de m'adresser un exemplaire de la revue bimestrielle ou de l'envoyer à la personne ci-dessous:

Mme, Mlle, M. ....  
rue ..... n° .....  
code postal. .... localité. ....  
pendant 6 mois (3 numéros) à partir du mois de .....

Je verse la somme de faveur de 5 euros (3 numéros) sur le compte bancaire n° 068-227198376 de *Wallonie-France* à 4130 Tilff.

Pour la France, paiement par chèque en précisant bien nom et adresse au trésorier (coordonnées ci-dessous).

Je désire (Je ne désire pas) que mon identité soit communiquée au destinataire de cet abonnement cadeau.

\* Biffer les mentions inutiles.

Date: ..... Signature: .....

### Abonnement

	Belgique	France et Europe
simple	17,00 euros	19,50 euros
soutien:	22,00 euros	24,50 euros
étudiant, chômeur:	8,00 euros	10,50 euros

À verser au compte 068-2271983-76 de *Wallonie-France* à 4130 Tilff  
Pour la France, paiement par chèque en précisant bien nom et adresse au trésorier M. Jacques Bonnivert, 14, rue des Aubépines, B 4130 Tilff.